

euro-baromètre

L'OPINION PUBLIQUE DANS LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

EURO-BAROMETRE N° 5

Premiers résultats

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
<u>INTRODUCTION</u>	1
<u>I. LES CENTRES D'INTERET ET LES PRINCIPALES PREOCCUPATIONS DU PUBLIC</u>	3
A. <u>LES CENTRES D'INTERET</u>	3
B. <u>LA PRINCIPALE PREOCCUPATION: INFLATION OU CHOMAGE</u>	9
<u>II. L'INFORMATION DU PUBLIC SUR LES PROBLEMES EUROPEENS</u>	10
A. <u>L'INTERET POUR LES INFORMATIONS SUR LES PROBLEMES DE LA COMMUNAUTE</u>	10
B. <u>L'EVALUATION DES INFORMATIONS SUR LA COMMUNAUTE</u>	15
<u>III. LA COMMUNAUTE EUROPEENNE, L'UNION POLITIQUE ET L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL</u>	22
A. <u>LA COMMUNAUTE EUROPEENNE</u>	22
B. <u>L'UNION POLITIQUE EUROPEENNE</u>	26
1. Accélérer, continuer comme maintenant ou ralentir le mouvement d'unification de l'Europe	26
2. Pour ou contre la formation d'ici 1980 d'une Union politique européenne	34
3. Les compétences souhaitées pour l'Union européenne	42
C. <u>L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT</u>	48
1. Le principe de l'élection	48
2. La nature des pouvoirs du Parlement européen	53
3. Le comportement attendu des groupes politiques représentés au Parlement européen	56
<u>CONCLUSIONS</u>	59

INTRODUCTION

Suivant une technique désormais bien expérimentée, puisque la première grande enquête par sondage dans les neuf pays de la Communauté européenne remonte à l'automne de 1973, plus de 8 500 personnes âgées de 15 ans et au delà ont été interrogées sur les mêmes problèmes, en mai 1976, par les enquêteurs et enquêtrices de huit instituts spécialisés (1).

La publication des résultats de cet Euro-Baromètre n° 5 comporte toutefois une innovation majeure par rapport aux semestres précédents: tous les résultats seront présentés de façon à permettre une comparaison entre les réponses du "grand public" et celles des "leaders d'opinion".

Ce point mérite quelques brefs commentaires.

Qu'est-ce qu'un "leader d'opinion"? C'est quelqu'un qui, dans l'exercice de certaines fonctions sociales, exerce généralement sur les opinions des autres plus d'influence que les autres n'en exercent sur lui. Si tous les membres d'un groupe social étaient équivalents et substituables dans la formation des opinions, attitudes et comportements du groupe, le groupe continuerait à fonctionner de quelque façon, même si tel ou tel membre disparaissait. Le leader est précisément celui grâce auquel les choses sont différentes: il influence les autres -répétons-le- plus qu'il n'est lui-même influencé par eux, et pas seulement de façon occasionnelle, mais d'une façon relativement constante et prévisible.

Aussi bien les études de marché que les études d'opinion, et plus généralement les études de psychologie sociale, ont notamment pour objectif de repérer les leaders. Et pour y parvenir on ne connaît que trois moyens:

- 1° L'étude sociométrique des influences respectives dans un groupe donné, mais cette méthode n'est guère praticable qu'en laboratoire ou dans de petits groupes.
- 2° L'étude par interrogation d'informateurs privilégiés, qui disent qui, selon eux, exercent un "leadership" dans tel ou tel groupe. Cette méthode n'échappe pas aux limitations de la précédente et, de surcroît, risque d'identifier des "notables", c'est-à-dire des gens qui occupent une situation sociale notoirement importante, plus que des "leaders" réellement impliqués dans la vie du groupe.
- 3° L'auto-sélection des leaders par voie d'enquête, c'est-à-dire la méthode consistant à définir les leaders comme les individus qui présentent certaines caractéristiques constitutives de ce que l'on admet généralement de considérer comme une attitude de "leadership": intérêt pour certains problèmes; degré d'activité, en étendue et en intensité, dans la vie du groupe.

(1) Voir en annexe tous les renseignements techniques sur les instituts chargés de l'enquête sur le terrain, la date des opérations dans chaque pays, la taille des échantillons représentatifs de la population, etc...

C'est cette dernière méthode que nous avons suivie, parce qu'elle nous a paru être la seule qui puisse être utilisée de façon opérationnelle dans des sondages sur échantillons représentatifs de populations nombreuses et diverses.

L'analyse des résultats accumulés au cours des sondages précédents a montré qu'il était statistiquement significatif de construire un indice de leadership suivant les réponses données par l'ensemble des personnes interrogées à deux questions, relatives, d'une part, à la propension à discuter de politique entre amis et, d'autre part, à la propension à convaincre les autres d'une opinion à laquelle on tient soi-même fortement.

Cet indice a été construit de telle façon qu'il comporte quatre degrés, le degré le plus élevé correspondant à ceux que nous désignerons désormais comme étant des leaders d'opinion, soit environ 15% de la population européenne, et le degré le plus bas aux non-leaders (environ 25%); les deux degrés intermédiaires correspondent, par construction, à des individus qui sont respectivement légèrement plus et légèrement moins leaders que la moyenne du public (1).

./.

(1) Le tableau suivant indique comment a été construit l'indice de leadership:

Discuter politique...	Convaincre les autres....				
	souvent	de temps en temps	rarement	jamais	sans réponse
souvent	++	++	+	+	+
de temps en temps	+	+	-	-	-
jamais	-	-	--	--	--
sans réponse	-	-	--	--	--

La distribution (en effectifs et en pourcentages) de la population interrogée dans les pays de la Communauté européenne suivant les valeurs de l'indice est approximativement la suivante:

		Sondages cumulés mai et oct.-nov. 1975		Euro-Baromètre n°5 mai 1976	
		%	N	%	N
Leaders	++	13	2427	14	1241
	+	29	5446	31	2637
	-	31	5892	31	2660
Non-leaders	--	27	4995	24	2018
<u>Total</u>		<u>100</u>	<u>18 760</u>	<u>100</u>	<u>8556</u>

LES CENTRES D'INTERET ET LES PRINCIPALES PREOCCUPATIONS DU PUBLIC

Dans les précédents "EURO-BAROMETRES" figuraient déjà plusieurs questions sur les centres d'intérêt et les principales préoccupations du public. L'une de ces questions risquait de biaiser les réponses parce qu'elle se référait à l'importance attribuée aux problèmes "que s'efforcent de résoudre en commun les pays de la Communauté européenne"; une autre portait -sans référence à la Communauté- sur des problèmes peu nombreux, mais très divers: santé, logement, prix, chômage, etc...

Après analyse des résultats, il a paru préférable de poser, en mai 1976, deux questions différentes des précédentes: l'une sur l'importance attachée à douze problèmes de société, en début de questionnaire et sans référence à la Communauté; l'autre portant uniquement sur les deux grandes préoccupations socio-économiques du public: la hausse des prix et le chômage.

A. LES CENTRES D'INTERET

"Voici une liste de différents problèmes (MONTRER LA CARTE A) auxquels s'intéressent plus ou moins les gens (dans votre pays). Pouvez-vous me dire, pour chacun de ces problèmes, jusqu'à quel point c'est pour vous personnellement un problème très important, important, peu important ou pas important du tout?" (1)

Les deux problèmes qui sont considérés, en mai 1976, comme les plus importants sont -presque à égalité- la lutte contre le chômage et la lutte contre la hausse des prix: sept personnes sur dix (72 et 71 % respectivement) considèrent chacun de ces deux problèmes comme "très important".

Viennent ensuite:

- protéger la nature et lutter contre les pollutions ("très important": 57%),
- protéger les consommateurs contre les fraudes commerciales et les abus de la publicité ("très important": 54%)

Les deux problèmes qui viennent en fin de liste sont:

- renforcer notre capacité de défense militaire contre des ennemis éventuels ("très important": 18%),
- augmenter l'autonomie des régions ("très important": 13%).

Voir tableau n° 1.

(1) Les problèmes étaient énumérés suivant l'ordre alphabétique des lettres indiqué au tableau n° 1 ci-après.

Tableau n° 1

L'IMPORTANCE ATTACHEE A DIFFERENTS PROBLEMES (1)
(Ensemble de la Communauté)

	Très impor- tant	Impor- tant	Peu impor- tant	Pas im- portant du tout	Sans ré- ponse	Indice (2)
E. Lutter contre le chômage (3)	72%	23%	3%	1%	1%	2,71
H. Lutter contre la hausse des prix	71	24	3	1	1	2,68
B. Protéger la nature et lutter contre les pollutions	57	34	6	1	2	2,49
L. Protéger les consommateurs contre les fraudes commercia- les et les abus de la publicité	54	35	7	2	2	2,43
D. Construire des logements en nombre suffisant	45	40	10	3	2	2,30
J. Adapter l'enseignement aux besoins de l'homme moderne	35	41	13	5	6	2,14
C. Faire en sorte qu'il y ait moins de gens très riches et moins de gens très pauvres	37	35	17	7	4	2,06
I. Défendre les intérêts de notre pays face aux superpuissances (Etats-Unis, Union soviétique, etc...)	32	39	16	5	8	1,95
F. Contrôler l'action des socié- tés multinationales	26	30	18	8	18	1,90
A. Réduire les écarts entre les régions en aidant les régions moins développées	22	46	18	7	7	1,90
K. Renforcer notre capacité de défense militaire contre des ennemis éventuels	18	31	25	19	7	1,51
G. Augmenter l'autonomie des régions	13	31	25	16	15	1,48

(1) Les items sont classés suivant leur score décroissant à l'indice d'im-
portance.

(2) "Très important" = 3, "important" = 2, "peu important" = 1, "pas im-
portant du tout" = 0. Le total ainsi pondéré des pourcentages corres-
pondant à chaque degré d'intensité a été divisé pour chaque item par
le pourcentage des individus ayant effectivement répondu à cet item.
Le score maximum est de 3,00, le score minimum de 0,00 et le point
central de 1,50. Tous les calculs ont été faits par l'ordinateur à
partir des pourcentages exprimés avec une décimale. Les différences
inférieures à 0,10 entre les scores doivent être considérés comme
négligeables.

(3) Non compris l'Italie, où la question a été posée d'une façon erronée.

Leaders et non-leaders

Les rangs d'importance des douze problèmes cités sont pratiquement les mêmes pour les leaders d'opinion et pour les non-leaders; mais, pour un problème donné, les scores d'importance peuvent être différents parmi les uns et parmi les autres.

On peut ainsi distinguer trois groupes de problèmes:

- 1° Les problèmes qui préoccupent à peu près de la même façon l'ensemble de la population: par exemple les problèmes du chômage, de la hausse des prix, de la protection des consommateurs, de la construction de logements en nombre suffisant; entre également dans cette catégorie le problème de la réduction des inégalités sociales.
- 2° Les problèmes qui préoccupent les leaders plus que les non-leaders: le contrôle des sociétés multinationales, la réforme de l'enseignement, la réduction des écarts entre régions, l'autonomie des régions, la protection de l'environnement, la défense contre les superpuissances.
- 3° Enfin un problème qui préoccupe les non-leaders plus que les leaders: le renforcement de la défense militaire contre les ennemis éventuels (1).

(1) La qualité de leader d'opinion étant en corrélation positive avec le niveau d'instruction, ce résultat exprime sans doute une attitude "anti-militariste" dans une large fraction de l'intelligentsia européenne. Il va sans dire que ce point mériterait à lui seul une étude et des analyses beaucoup plus approfondies.

Tableau n° 2

L'IMPORTANCE ATTACHEE A DIFFERENTS PROBLEMES
PAR LES NON-LEADERS ET PAR LES LEADERS (1)
(Ensemble de la Communauté)

	Non-leaders (N = 2018)		Leaders (N = 1241)		Diffé- rence entre les sco- res des leaders et des non- leaders
	Pourcen- tage des réponses "très im- portant"	Score sur l'indice d'import- tance	Pourcen- tage des réponses "très im- portant"	Score sur l'indice d'import- tance	
1. Chômage	75%	2,71	68%	2,73	non sign.
2. Hausse des prix	75	2,73	69	2,64	"
3. Protection de la na- ture	50	2,41	65	2,60	+0,19
4. Protection des con- sommateurs	51	2,43	60	2,51	non sign.
5. Construction de loge- ments	44	2,31	52	2,38	"
6. Adaptation de l'en- seignement	27	2,02	48	2,32	+0,30
7. Moins de gens très ri- ches ou très pauvres	36	2,11	44	2,13	non-sign.
8. Défendre les intérêts du pays face aux super- puissances	25	1,98	39	2,12	+0,14
9. Contrôler l'action des sociétés multinationales	16	1,76	45	2,13	+0,37
10. Réduire les écarts entre les régions	17	1,79	32	2,04	+0,25
11. Renforcer la capacité de défense militaire	17	1,59	20	1,37	-0,22
12. Augmenter l'autonomie des régions	9	1,40	24	1,59	+0,19

(1) Les items sont classés de la même façon qu'au tableau n° 1. Pour la définition opérationnelle des leaders et des non-leaders, voir l'introduction au présent rapport. Pour la désignation exacte de chaque problème, voir le tableau n° 1.
Rappelons que les différences inférieures à 0,10 entre les scores doivent être considérées comme négligeables.

Différences entre pays

Les différences entre les neuf pays de la Communauté sont peu marquées, ce qui confirme, une fois de plus, l'existence d'une opinion publique européenne qui, vivant dans la même actualité, s'intéresse aux mêmes grands problèmes et en évalue l'importance à peu près de la même façon.

Dans presque tous les pays la lutte contre le chômage, la lutte contre la hausse des prix et la protection de la nature viennent aux trois premiers rangs de classement des indices. Le dernier de ces trois problèmes semble concerner un peu moins les Britanniques, les Italiens et les Irlandais qui, par contre, sont plus préoccupés par l'amélioration du logement.

La dispersion des scores moyens nationaux est faible dans l'ensemble mais un peu plus marquée toutefois pour des problèmes dont le contenu idéologique est assez probable: "renforcer la capacité de défense militaire" (scores plus élevés au Royaume-Uni et en Irlande) et "faire en sorte qu'il y ait moins de gens très riches et de gens très pauvres" (scores plus élevés en Italie et en France).

On trouvera en annexe (tableau I) le détail des réponses par pays. Le tableau n° 3 ci-après présente pour chaque pays le rang de classement des six principaux problèmes suivant le rang correspondant à l'indice d'importance.

Tableau n° 3

RANGS DE CLASSEMENT DES CENTRES D'INTERET
SUIVANT LEUR SCORE D'IMPORTANCE PAR PAYS

BELGIQUE/BELGIE	DANMARK	DEUTSCHLAND
1. <u>Chômage</u> (2,72)	1. <u>Chômage</u> (2,76)	1. <u>Chômage</u> (2,66)
2. <u>Hausse des prix</u> (2,69)	2. <u>Protection de la nature</u> (2,70)	2. <u>Hausse des prix</u> (2,63)
3. <u>Protection de la nature</u> (2,53)	3. <u>Hausse des prix</u> (2,58)	3. <u>Protection de la nature</u> (2,36)
4. Protection des consommateurs (2,50)	4. Protection des consommateurs (2,57)	3. Protection des consommateurs (2,36)
5. Adaptation de l'enseignement(2,29)	5. Contrôle des sociétés multi-nationales (2,36)	5. Adaptation de l'enseignement(1,97)
6. Moins de gens très riches ou très pauvres (2,17)	6. Adaptation de l'enseignement (2,30)	6. Construction de logements (1,91)
FRANCE	IRELAND	ITALIA
1. <u>Chômage</u> (2,75)	1. <u>Hausse des prix</u> (2,87)	1. <u>Chômage</u> ()
2. <u>Protection de la nature</u> (2,73)	2. <u>Chômage</u> (2,85)	2. <u>Hausse des prix</u> (2,75)
3. <u>Hausse des prix</u> (2,68)	3. Construction de logements (2,69)	3. Construction de logements (2,60)
4. Protection des consommateurs (2,51)	4. Protection des consommateurs (2,56)	4. Protection des consommateurs (2,56)
5. Moins de gens très riches ou très pauvres (2,33)	5. Adaptation de l'enseignement (2,42)	5. <u>Protection de la nature</u> (2,46)
6. Construction de logements (2,30)	6. <u>Protection de la nature</u> (2,38)	6. Moins de gens très riches ou très pauvres (2,45)
LUXEMBOURG	NEDERLAND	UNITED KINGDOM
1. <u>Hausse des prix</u> (2,64)	1. <u>Chômage</u> (2,74)	1. <u>Hausse des prix</u> (2,70)
2. <u>Protection de la nature</u> (2,57)	2. <u>Protection de la nature</u> (2,58)	2. <u>Chômage</u> (2,63)
3. <u>Chômage</u> (2,47)	3. <u>Hausse des prix</u> (2,46)	3. Construction de logements (2,49)
4. Adaptation de l'enseignement(2,35)	4. Protection des consommateurs (2,41)	4. <u>Protection de la nature</u> (2,41)
5. Construction de logements (2,33)	5. Construction de logements (2,25)	5. Protection des consommateurs (2,31)
6. Moins de gens très riches ou très pauvres (2,31)	6. Adaptation de l'enseignement (2,20)	6. Défendre les intérêts du pays face aux super-puissances (2,12)

B. LA PRINCIPALE PREOCCUPATION:

INFLATION OU CHOMAGE?

On pouvait s'attendre à ce que la hausse des prix et le chômage viennent en tête des problèmes considérés comme importants dans l'ensemble du public européen. Cela a été confirmé. Une seconde question sur ce sujet a été posée, afin de forcer les personnes interrogées à préciser si, pour elles, la préoccupation la plus importante était la hausse des prix ou le chômage:

"A quoi pensez-vous que le gouvernement (de ce pays) devrait s'employer en priorité: réduire la hausse des prix ou réduire le chômage?"

Dans l'ensemble de la Communauté, c'est le chômage qui l'emporte sur l'inflation par 50% contre 42, tant parmi le grand public que parmi les leaders. Mais il y a des différences de pays à pays: au Royaume-Uni et au Luxembourg la majorité des personnes interrogées estime que leur gouvernement devrait s'employer en priorité à lutter contre l'inflation; dans les autres pays, c'est surtout aux Pays-Bas, en Irlande et en France que la lutte contre le chômage est désignée le plus fréquemment comme l'objectif prioritaire.

Tableau n° 4

REDUIRE LA HAUSSE DES PRIX OU LE CHOMAGE

	Le problème à résoudre en priorité			Rapport chômage/ hausse des prix (1)
	Hausse des prix	Chômage	Sans réponse	
Belgique/België	38%	54%	8%	1,39
Danmark	36	49	15	1,34
Deutschland	40	52	8	1,28
France	37	57	6	1,57
Irland	37	61	2	1,66
Italia	(2)	(2)	(2)	(2)
Luxembourg	66	27	7	0,41
Nederland	25	64	11	2,50
United Kingdom	56	36	8	0,64
COMMUNAUTE (3)	42	50	8	1,16

(1) Calculé à partir des pourcentages exprimés avec une décimale.

(2) Non compris l'Italie, où la question a été posée d'une façon erronée.

(3) Moyenne pondérée.

L'INFORMATION DU PUBLIC SUR LES PROBLEMES EUROPEENS

Trois questions, déjà posées en septembre 1973, ont été reprises, afin de mesurer l'évolution, d'une part, de l'intérêt du public pour les articles de presse ou les émissions de télévision relatives à la Communauté européenne et, d'autre part, l'évaluation par le public des informations diffusées au sujet de la Communauté.

A. L'INTERET POUR LES INFORMATIONS SUR LES PROBLEMES DE LA COMMUNAUTE

"On n'a pas toujours le temps de lire tout ce qui vous intéresse; lorsque vous voyez dans votre journal ou dans une autre publication un article sur la Communauté européenne (Marché commun), est-ce que vous le lisez presque toujours, de temps en temps, jamais?"

"Et à la télévision, s'il y a une émission où l'on parle de la Communauté européenne, est-ce que vous la regardez presque toujours, de temps en temps ou jamais?"

Tant en ce qui concerne la presse écrite que la télévision, l'intérêt du public pour les informations sur la Communauté européenne est, dans l'ensemble, très stable: en 1976 comme en 1973, un peu moins de deux personnes sur dix disent qu'elles lisent ou regardent ces informations "presque toujours" et cinq sur dix "de temps en temps".

La différence de comportement entre leaders et non-leaders est frappante, particulièrement en ce qui concerne la presse écrite: un leader entre sept fois plus fréquemment qu'un non-leader dans la catégorie des gens qui lisent "presque toujours" les informations dans la presse, et quatre fois plus fréquemment dans la catégorie de ceux qui regardent "presque toujours" les émissions de télévision (1). Cela confirme les constatations déjà faites dans de nombreuses études, suivant lesquelles:

- a) les problèmes de la Communauté intéressent surtout un public instruit et socio-politiquement mobilisé;
- b) la télévision atteint plus facilement le grand public, mais aussi les leaders d'opinion.

(Voir tableaux n° 5 et n° 6).

./.

(1) Rappelons que l'indice de leadership a été construit à partir des réponses à deux questions portant respectivement sur la propension à discuter de politique et à convaincre les autres de ses idées. Les leaders sont des gens qui, plus fréquemment que les autres, lisent un journal quotidien:

	Lisent un journal quotidien				
	Tous les jours	Plusieurs fois par semaine	De temps en temps	Jamais	Sans réponse
Ensemble de la population	56%	16%	18%	9%	1%
Non-leaders (--)	38	16	25	19	2
(-)	54	16	20	9	1
(+)	63	17	15	4	1
Leaders (++)	72	15	9	4	.

On remarquera que la différence entre leaders et non-leaders est plus forte en ce qui concerne la propension à lire fréquemment des informations sur la Communauté qu'en ce qui concerne le simple fait de lire ou de ne pas lire quotidiennement un journal.

Les différences suivant les pays sont assez marquées, et très semblables pour les deux questions; on note, en outre, très peu de changement entre 1973 et 1976, si ce n'est une légère diminution de l'intérêt du public au Danemark et en Irlande.

Qu'il s'agisse d'articles dans la presse écrite ou d'émissions de télévision, en 1976 comme en 1973, les Luxembourgeois sont de tous les peuples de l'Europe les plus intéressés et les Belges les moins intéressés à ce qui se publie sur la Communauté européenne.

(Voir tableau n° 7).

Tableau n° 5

LA PROPENSION A LIRE OU A REGARDER DES INFORMATIONS
RELATIVES A LA COMMUNAUTE EUROPEENNE
(Ensemble de la Communauté)

	Presque toujours	De temps en temps	Jamais	Sans réponse
- Lit les articles dans la presse				
septembre 1973	19%	51%	27%	3%
mai 1976	17	51	30	2
- Regarde les émissions à la télévision				
septembre 1973	20%	53%	24%	3%
mai 1976	16	53	28	3

Tableau n° 6

LA PROPENSION A LIRE OU A REGARDER DES INFORMATIONS
RELATIVES A LA COMMUNAUTE EUROPEENNE
SUIVANT L'INDICE DE LEADERSHIP
(Ensemble de la Communauté)

	Presque toujours	De temps en temps	Jamais	Sans réponse
- Lit les articles dans la presse:				
non-leaders (--)	5%	37%	54%	4%
(-)	13	53	32	2
(+)	19	59	20	2
leaders (++)	36	52	11	1
- Regarde les émissions à la télévision:				
non-leaders (--)	7%	40%	48%	5%
(-)	13	58	27	2
(+)	19	60	19	2
leaders (++)	30	54	15	1

Tableau n° 7

LA PROPENSION A LIRE OU A REGARDER DES INFORMATIONS
RELATIVES A LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

SUIVANT LE PAYS (1)

	Presque toujours	De temps en temps	Jamais	Sans réponse
<u>- Lit les articles dans la presse</u>				
Luxembourg				
sept. 1973	23%	56%	18%	3%
mai 1976	28	53	17	2
Nederland				
sept. 1973	24	47	26	3
mai 1976	21	55	24	.
Deutschland				
sept. 1973	23	57	16	4
mai 1976	20	55	21	4
Danmark				
sept. 1973	27	58	14	1
mai 1976	19	58	22	1
France				
sept. 1973	18	47	32	3
mai 1976	17	46	36	1
United Kingdom (2)				
sept. 1973	20	59	18	3
mai 1976	16	62	21	1
Ireland				
sept. 1973	21	58	21	.
mai 1976	13	58	28	1
Italia				
sept. 1973	15	40	42	3
mai 1976	13	40	44	3
Belgique/België				
sept. 1973	11	43	38	8
mai 1976	9	39	48	4
<u>- Regarde les émissions à la télévision</u>				
Luxembourg				
sept. 1973	20%	52%	22%	6%
mai 1976	26	52	19	3

		Presque toujours	De temps en temps	Jamais	Sans réponse
Danmark					
	sept. 1973	31	56	12	1
	mai 1976	24	58	17	1
Nederland					
	sept. 1973	20	47	30	3
	mai 1976	22	52	25	1
Ireland					
	sept. 1973	28	52	19	1
	mai 1976	21	58	21	.
United Kingdom (2)					
	sept. 1973	21	60	17	2
	mai 1976	18	61	20	1
Deutschland					
	sept. 1973	20	60	16	4
	mai 1976	16	57	23	4
France					
	sept. 1973	18	48	29	5
	mai 1976	15	49	33	3
Italia					
	sept. 1973	19	46	32	3
	mai 1976	13	47	37	3
Belgique/België					
	sept. 1973	15	44	34	7
	mai 1976	10	42	44	4

(1) Les pays sont classés suivant l'ordre décroissant de fréquence de la réponse "presque toujours" en mai 1976.

(2) Non compris Northern Ireland en 1973.

B. L'EVALUATION DES INFORMATIONS SUR LA COMMUNAUTE

"A propos de ces informations sur la Communauté européenne diffusées par la presse, la radio et la télévision, quels sont, à votre avis, les qualificatifs qui conviennent le mieux?"
(MONTRER LA CARTE B) (1)

L'impression générale qui se dégage des réponses est, en 1976 comme en 1973, que le public, dans la mesure où il est capable de répondre (2), considère à la fois les informations diffusées sur la Communauté européenne comme utiles, mais compliquées (59 et 52 %, en moyenne), intéressantes (48%) et trop rares (40%).

Les réponses des leaders d'opinion sont évidemment assez différentes de celles des non-leaders, mais moins qu'on ne pouvait l'escompter:

- les leaders estiment deux fois et demie plus fréquemment que les non-leaders l'opinion que les informations sont "trop rares" (56 contre 23 %), deux fois plus fréquemment l'opinion qu'elles sont "intéressantes" (60 contre 29 %) et utiles (70 contre 40 %), mais ils sont aussi nombreux à les trouver compliquées (50%), (et presque aussi nombreux à les juger ennuyeuses: 25 contre 34 %);
- les leaders, sans doute plus sensibles que les non-leaders à l'influence des media, lesquels reflètent, soulignent et commentent les difficultés rencontrées, sont un peu plus nombreux à juger les informations plutôt pessimistes (38 contre 27 %); mais, du fait qu'ils répondent plus fréquemment à la question, ils sont aussi plus enclins à les juger optimistes (31 contre 17 %);
- enfin, plus critiques à l'égard des media, les leaders estiment plus fréquemment que les non-leaders l'opinion que les informations diffusées sont plutôt tendancieuses.

(Voir tableau n° 8).

Le jugement porté sur ces informations est aussi en relation avec la fréquence de lecture d'un journal quotidien, mais moins fortement qu'avec notre indice de leadership.

(1) Suivait une liste de qualificatifs antinomiques: "trop rares/trop fréquentes", "simples/compliquées", etc..

(2) Voir note sous le tableau n° 8.

Tableau n° 8

L'EVALUATION DES INFORMATIONS DIFFUSEES SUR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE
SUIVANT L'INDICE DE LEADERSHIP (1)
(Ensemble de la Communauté)

	Ensemble de la popula- tion	Non- leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)
	%	%	%	%	%
Trop rares	40	23	38	48	56
Trop fréquentes	18	18	20	16	15
Simplees	23	12	23	26	32
Compliquées	52	50	53	55	50
Ennuyeuses	28	34	29	24	25
Intéressantes	48	29	47	57	60
Utilees	59	40	59	68	70
Inutilees	16	18	17	15	17
Plutôt optimistes	24	17	22	29	31
Plutôt pessimistes	34	27	36	35	38
Tendancieuses	31	22	29	34	46
Objectives	25	16	26	30	27

(1) Pour alléger ce tableau, les non-réponses n'ont pas été présentées; elles peuvent être facilement calculées en retranchant de 100 le total des pourcentages correspondant à chaque paire de qualificatifs. La fréquence des non-réponses dans l'ensemble du public va de 25% environ, en moyenne, pour certains items ("simples/compliquées", "ennuyeuses/intéressantes", "utiles/inutiles") à 40% environ pour les autres.

Différences entre pays

Les différences entre pays peuvent être examinées sous deux aspects: suivant les rangs de classement des pourcentages correspondant à chaque qualificatif et suivant la fréquence d'opinion qu'exprime chacun de ces pourcentages, quelque soit son rang.

- a) Partout, le qualificatif "utiles" vient au premier ou au deuxième rang; "compliquées" au premier ou au deuxième, (sauf en Italie et au Danemark); "intéressantes" au deuxième ou au troisième. Le qualificatif qui vient ensuite, au troisième, quatrième ou cinquième rang, (sauf au Luxembourg et en Italie), est "plutôt pessimistes"; cette connotation de l'information européenne est probablement liée à la conjoncture socio-économique et socio-politique au moment de l'enquête (1).
- b) Parmi les neuf pays, ce sont les Néerlandais qui attribuent le plus fréquemment aux informations européennes le qualificatif d'"utiles" (84%). "Compliquées" est plus fréquemment cité en Irlande (67%), au Royaume-Uni (65%) et aux Pays-Bas (64%); "intéressantes" aux Pays-Bas (58%) et en Irlande (56%); "trop rares" aux Pays-Bas (56%) et au Royaume-Uni (50%); "plutôt pessimistes" aux Pays-Bas (58%); "tendancieuses" encore aux Pays-Bas (50%). Ainsi les Pays-Bas apparaissent-ils actuellement comme le pays le plus tiraillé par des courants d'opinion contradictoires au sujet de l'information sur la Communauté européenne.

(Voir tableau n° 9 et, en annexe, tableau 2).

(1) Voir plus loin l'évolution de 1973 à 1976.

Tableau n° 9

RANGS DE CLASSEMENT DES QUALIFICATIFS
ATTRIBUES AUX INFORMATIONS DIFFUSEES SUR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE
SUIVANT LE PAYS (1)

BELGIQUE/BELGIE		DANMARK		DEUTSCHLAND	
1. Utiles	(57%)	1. Utiles	(55%)	1. Utiles	(55%)
2. Compliquées	(48%)	2. Intéressantes	(41%)	2. Compliquées	(54%)
3. Intéressantes	(41%)	3. Plutôt pessimis-		3. Intéressantes	(45%)
4. Plutôt pessimis-		mistes	(36%)	4. Trop rares	(37%)
tes	(37%)	4. Objectives	(34%)	5. Plutôt pessimis-	
5. Trop rares	(35%)	5. Ennuyeuses	(33%)	tes	(32%)
6. Tendancieuses	(34%)	6. Compliquées	(30%)	6. Ennuyeuses	(29%)
7. Ennuyeuses	(32%)	6a Trop rares	(30%)	7. Objectives	(28%)
8. Plutôt optimis-		8. Tendancieuses	(27%)	8. Tendancieuses	(25%)
tes	(27%)	9. Trop fréquentes	(24%)	9. Plutôt optimis-	
8a Objectives	(27%)	10. Plutôt opti-		tes	(24%)
8b Trop fréquentes	(27%)	mistes	(22%)	10. Simples	(21%)
11. Simples	(24%)	11. Inutiles	(17%)	11. Trop fréquentes	(19%)
12. Inutiles	(17%)	12. Simples	(13%)	12. Inutiles	(15%)
FRANCE		IRELAND		ITALIA	
1. Utiles	(67%)	1. Compliquées	(67%)	1. Utiles	(56%)
2. Compliquées	(55%)	2. Utiles	(61%)	2. Intéressantes	(47%)
3. Intéressantes	(45%)	3. Intéressantes	(56%)	3. Trop rares	(37%)
4. Trop rares	(36%)	4. Plutôt pessimis-		4. Compliquées	(35%)
5. Plutôt pessimis-		tes	(43%)	5. Plutôt optimis-	
tes	(32%)	5. Trop rares	(42%)	tes	(33%)
6. Tendancieuses	(31%)	6. Ennuyeuses	(33%)	6. Simples	(29%)
7. Ennuyeuses	(26%)	7. Objectives	(32%)	7. Tendancieuses	(27%)
8. Plutôt optimis-		8. Tendancieuses	(27%)	8. Ennuyeuses	(20%)
tes	(23%)	8a Trop fréquentes	(27%)	9. Objectives	(19%)
8a Objectives	(23%)	10. Plutôt optimis-		10. Plutôt pessimis-	
10. Simples	(20%)	tes	(25%)	tes	(11%)
11. Trop fréquentes	(12%)	11. Simples	(21%)	10a Inutiles	(11%)
12. Inutiles	(9%)	11a Inutiles	(21%)	12. Trop fréquentes	(10%)
LUXEMBOURG		NEDERLAND		UNITED KINGDOM	
1. Utiles	(69%)	1. Utiles	(84%)	1. Compliquées	(65%)
2. Compliquées	(59%)	2. Compliquées	(64%)	2. Utiles	(53%)
3. Intéressantes	(50%)	3. Intéressantes	(58%)	2a Intéressantes	(53%)
4. Tendancieuses	(46%)	3a Plutôt pessimis-		2b Plutôt pessimis-	
4a Trop rares	(46%)	tes	(58%)	tes	(53%)
6. Plutôt pessimis-		5. Trop rares	(56%)	5. Trop rares	(50%)
tes	(44%)	6. Tendancieuses	(50%)	6. Tendancieuses	(39%)
6a Trop fréquentes	(44%)	7. Ennuyeuses	(34%)	7. Ennuyeuses	(33%)
8. Plutôt optimis-		8. Simples	(28%)	8. Inutiles	(31%)
tes	(40%)	9. Objectives	(26%)	9. Objectives	(28%)
9. Objectives	(39%)	10. Plutôt optimis		10. Trop fréquentes	(24%)
		tes	(25%)		

Suite tableau n° 9

9a Ennuyeuses	(39%)	11. Trop fréquentes	(22%)	11. Simples	(21%)
11. Simples	(31%)	12. Inutiles	(10%)	12. Plutôt optimistes	(15%)
12. Inutiles	(21%)				

(1) Les items soulignés sont les trois qui viennent en tête dans l'ensemble de la Communauté. Les pourcentages entre parenthèses correspondent à la fréquence des réponses parmi les personnes interrogées dans chaque pays; les pourcentages les plus élevés dans un pays par rapport aux autres sont soulignés.

Evolution de 1973 à 1976

Dans l'ensemble de la Communauté, la différence entre les résultats de 1976 et ceux de 1973 est assez faible. Déjà dans l'enquête de 1973 les qualificatifs les plus fréquemment cités étaient: "utiles", "compliquées", "intéressantes" et "trop rares". La seule différence marquante est la diminution, en fréquence, de la réponse "plutôt optimiste" et corrélativement l'augmentation de la réponse autinomique:

Tableau n° 10

L'EVALUATION DES INFORMATIONS DIFFUSEES SUR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE EN SEPTEMBRE 1973 ET EN MAI 1976 (1) (Ensemble de la Communauté)

		septembre 1973	mai 1976	Différence (2)
1. Utiles	(1)	55%	59%	négligeable
2. Compliquées	(2)	54	52	"
3. Intéressantes	(4)	43	48	+5
4. Trop rares	(3)	46	40	-6
5. Plutôt pessimistes	(9)	26	34	+8
6. Tendancieuses	(7)	30	31	négligeable
7. Ennuyeuses	(8)	29	28	"
8. Objectives	(6)	31	25	-6
9. Plutôt optimistes	(5)	35	24	-11
10. Simples	(10)	18	23	+5
11. Trop fréquentes	(10a)	18	18	négligeable
12. Inutiles	(12)	16	16	"

(1) Les douze items sont classés suivant l'ordre décroissant des pourcentages correspondant aux réponses de mai 1976. Les rangs de classement en 1973 sont indiqués entre parenthèses.

(2) Les différences inférieures à 5 points sont considérées comme négligeables.

Cette stabilité apparente recouvre toutefois des variations non négligeables au niveau de chaque pays. Pour faire apparaître plus clairement ces variations, le tableau n° 11 suivant présente, par pays et pour chaque paire de réponses antinomiques, les différences significatives entre les pourcentages de réponses de 1976 et de 1973.

Ce tableau montre que:

- a) le public a, dans plusieurs pays, le sentiment de recevoir aujourd'hui plus d'informations qu'en 1973, notamment en Irlande, et qu'il n'en est pas saturé, sauf au Luxembourg, (mais les résultats pour ce pays doivent toujours être interprétés avec prudence en raison de la taille de l'échantillon);
- b) le public du Royaume-Uni est plus enclin aujourd'hui à estimer que ces informations sont "intéressantes" et "utiles";
- c) dans presque tous les pays le public connote plus fréquemment ces informations comme "plutôt pessimistes" (et moins fréquemment comme "plutôt optimistes").

Tableau n° 11

L'EVALUATION DES INFORMATIONS DIFFUSEES

SUR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE (1)

(Différences en plus ou en moins des pourcentages de réponses en septembre 1973 et mai 1976)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK (2)
Trop rares	-9	-7	-14	x	-25	-11	x	x	x
Trop fréquentes	x	+8	x	-5	x	-7	+17	+5	-11
Simplees	x	x	x	x	x	+6	+21	+10	+11
Complexes	-16	-20	-6	x	-9	-13	-11	x	+13
Ennuyeuses	-10	+10	x	x	-8	x	x	-8	x
Intéressantes	x	x	-7	x	x	x	+8	+15	+26
Utiles	-9	+5	-9	+6	x	x	-9	+14	+22
Inutiles	x	+7	x	x	-10	x	+6	x	+6
Plutôt optimistes	-15	-18	-7	-12	-35	-16	-5	-10	x
Plutôt pessimistes	x	+16	x	+13	+9	x	+9	+25	+19
Tendancieuses	-9	x	x	+5	-15	x	x	+10	+6
Objectives	-5	+5	-13	-6	-20	-16	+12	x	+10

(1) Le signe x correspond à des différences inférieures à 5 points, donc négligeables. (Voir les pourcentages en annexe, tableaux 2 et 2bis).

(2) Non compris Northern Ireland en 1973.

En résumé, la Communauté européenne, considérée ici sous les aspects du "Marché commun", dispose dans le public, particulièrement parmi les leaders d'opinion, d'un assez bon crédit quant à la diffusion des informations qui la concernent. Le public est loin d'être saturé de ces informations utiles et intéressantes, mais la technicité et la complication d'une grande partie des messages est un obstacle important, même parmi les leaders d'opinion, c'est-à-dire parmi les 15% de la population les plus aptes à discuter et à essayer de convaincre.

D'autre part, un certain pessimisme se fait jour, à propos du jugement porté sur les informations relatives à la Communauté européenne et du Marché commun, ce qui n'est pas surprenant dans une enquête faite en mai 1976, quelques semaines après ce que la presse a appelé assez généralement "l'échec du Conseil européen de Luxembourg" (début avril), dans une conjoncture socio-économique difficile (inflation, chômage, problèmes agricoles) et dans une situation politique où le "projet européen" (élection du Parlement, rapport TINDEMANS sur l'Union européenne) ne paraissait pas devoir sortir rapidement des heurts d'intérêts et des concertations intergouvernementales traditionnelles.

On va voir, dans les pages qui suivent, que le public européen a manifesté son inquiétude -ou du moins sa désillusion- dans d'autres réponses au questionnaire d'enquête.

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE, L'UNION POLITIQUE
ET L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL

A. LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

"D'une façon générale, pensez-vous que le fait (pour votre pays) de faire partie de la Communauté européenne (Marché commun) est une bonne chose, une mauvaise chose ou une chose ni bonne ni mauvaise?"

Dans presque tous les pays, le jugement porté sur la Communauté européenne (Marché commun) est moins bon en mai 1976 que dans le sondage précédent. En moyenne, pour l'ensemble de la Communauté, la différence est de 10 points:

	L'appartenance à la Communauté européenne est:			
	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Une chose ni bonne ni mauvaise	Sans réponse
octobre-novembre 1975	63%	9%	21%	7%
mai 1976	53	14	24	9
Différence	-10	+5	+3	+2

La diminution des opinions favorables est quasi générale: -17 points en Irlande, -13 en Allemagne, -12 en Italie et au Luxembourg, -11 au Royaume-Uni et -10 en France. Ce n'est qu'aux Pays-Bas (+8 points) et en Belgique que les opinions favorables augmentent ou se maintiennent. (1)

Dans la moitié des cas, ces voix naguère favorables se reportent probablement sur la position d'incertitude ("chose ni bonne ni mauvaise") ou sur l'abstention à répondre. Mais on note dans trois pays une augmentation significative de la réponse négative ("mauvaise chose"): +14 points en Irlande, +11 au Royaume-Uni et même +6 dans l'un des six pays fondateurs de la Communauté, la République fédérale d'Allemagne. (Voir tableau n° 12).

Ce fléchissement généralisé des opinions favorables à la Communauté européenne telle qu'elle fonctionne actuellement ("Marché commun") doit être considéré comme un avertissement. Très probablement il est de nature conjoncturelle: le mois précédent (avril 1976) a été considéré par toute la presse européenne comme un mauvais mois pour l'Europe; il n'est donc pas surprenant que l'on trouve des retombées de ces messages de presse dans les réponses données par le public, et l'on pourrait même douter de la qualité de cet instrument de mesure qu'est l'EURO-BAROMETRE s'il n'enregistrait pas les changements de pression. Le prochain sondage confirmera ou non cette tendance suivant les événements qui se produiront et les décisions qui seront prises entre-temps.

(1) On constate la même évolution, aux Pays-Bas, pour toutes les réponses aux questions concernant l'Europe: diminution des non-réponses et augmentation des réponses favorables. Cette évolution, apparemment inexplicable, fera l'objet d'une investigation spéciale.

Tableau n° 12

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ("MARCHÉ COMMUN"): BONNE CHOSE OU MAUVAISE CHOSE
SUIVANT LE PAYS (1)

	Bonne chose	Mauvaise chose	Ni bonne ni mau- vaise	Sans réponse	Total
Nederland					
sept. 1973	63%	4%	20%	13%	100%
mai 1975	64	3	18	15	100
oct.-nov. 1975	67	3	12	18	100
mai 1976	75	4	15	6	100
Luxembourg					
sept. 1973	67	3	22	8	100
mai 1975	65	7	19	9	100
oct.-nov. 1975	78	4	12	6	100
mai 1976	66	5	21	8	100
Italia					
sept. 1973	69	2	15	14	100
mai 1975	71	3	21	5	100
oct.-nov. 1975	75	4	16	5	100
mai 1976	63	6	20	11	100
Belgique/België					
sept. 73	57	5	19	19	100
mai 1975	57	3	21	19	100
oct.-nov. 1975	59	3	21	17	100
mai 1976	62	5	17	16	100
France					
sept. 1973	61	5	22	12	100
mai 1975	64	4	25	7	100
oct.-nov. 1975	67	4	24	5	100
mai 1976	57	7	30	6	100
Ireland					
sept. 1973	56	15	21	8	100
mai 1975	50	20	25	5	100
oct.-nov. 1975	67	12	17	4	100
mai 1976	50	16	18	6	100
Deutschland					
sept. 1973	63	4	22	11	100
mai 1975	56	8	28	8	100
oct.-nov. 1975	61	6	27	6	100
mai 1976	48	12	30	10	100

Suite tableau n° 12

	Bonne chose	Mauvaise chose	Ni bonne ni mauvaise	Sans réponse	Total
United Kingdom					
sept. 1973 (2)	31%	34%	22%	13%	100%
mai 1975	47	21	19	13	100
oct.-nov. 1975	50	24	18	8	100
mai 1976	39	35	18	8	100
Danmark					
sept. 1973	42	30	19	9	100
mai 1975	36	25	28	11	100
oct.-nov. 1975	41	27	24	8	100
mai 1976	36	29	22	13	100
<u>COMMUNAUTE (3)</u>					
sept. 1973	56	11	20	13	100
mai 1975	59	9	23	9	100
oct.-nov. 1975	63	9	21	7	100
mai 1976	53	14	24	9	100

- (1) Les pays sont classés dans l'ordre décroissant des fréquences de la réponse "bonne chose" en mai 1976.
 (2) Non compris Northern Ireland en 1973.
 (3) Moyenne pondérée.

Leaders et non-leaders

Il était particulièrement intéressant d'utiliser notre indice de leadership à partir des résultats des sondages d'octobre-novembre 1975 et de mai 1976, pour voir comment leurs attitudes co-varient ou non avec celles du grand public.

Le tableau n° 13 montre ces résultats:

- la diminution des opinions favorables est générale, ce qui revient à dire que la perception -sans doute à travers les media (presse, radio, télévision)- d'une situation mauvaise est le fait de toutes les catégories de la population, leaders et non-leaders; on constate toutefois que la catégorie la plus touchée est celle des gens dont le niveau de leadership est moyen-supérieur (-14 points), catégorie assez instruite et quant au revenu d'une certaine aisance, qui est relativement plus nombreuse en Allemagne que dans les autres pays;
- l'opinion nettement défavorable augmente uniformément de 5 ou 6 points dans les quatre catégories: cette mauvaise humeur n'est donc pas liée au niveau de leadership, ce qui pourrait confirmer notre hypothèse d'un fléchissement conjoncturel;

c) les autres différences sont peu ou ne sont pas significatives (1).

(1) Une analyse semblable pourrait être faite au niveau de chaque pays. Mais elle ne serait significative qu'en cumulant ou en comparant les résultats de plusieurs sondages successifs.

Tableau n° 13

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ("MARCHÉ COMMUN"): BONNE CHOSE OU MAUVAISE CHOSE
SUIVANT L'INDICE DE LEADERSHIP
(Ensemble de la Communauté)

	Bonne chose	Mauvaise chose	Ni bonne ni mauvaise	Sans réponse
- <u>octobre-novembre 1975</u>				
non-leaders (--)	43%	10%	31%	16%
(-)	62	9	22	7
(+)	73	8	16	3
leaders (++)	74	11	13	2
- <u>mai 1976</u>				
non-leaders (--)	37	15	29	19
(-)	53	14	25	8
(+)	59	13	22	6
leaders (++)	63	17	17	3
<u>Différence</u>				
non-leaders (--)	-6	+5	-2	+3
(-)	-9	+5	+3	+1
(+)	-14	+5	+6	+3
leaders (++)	-11	+6	+4	+1

B. L'UNION POLITIQUE EUROPEENNE

En dépit de la lenteur avec laquelle les gouvernements des Etats membres procèdent à l'examen du "Rapport sur l'Union européenne", demandé par ses collègues à M. Leo TINDEMANS, Premier Ministre de Belgique, en décembre 1974, et présenté par lui à la fin de 1975, le public européen reste dans sa grande majorité intéressé et favorable à l'évolution rapide de la Communauté vers une "union européenne". Curieusement, on n'observe pas à ce sujet un fléchissement de la fréquence ni de l'intensité des attitudes positives. La raison en est peut-être que le projet étant perçu comme de nature politique, donc à travers les systèmes de valeur et les idéologies de chaque citoyen, les attitudes sont moins influencées par les difficultés circonstanciées d'ordre socio-économique, les conflits d'intérêts et les retombées des messages de presse.

Voyons en détail les réponses aux trois questions qui, une fois de plus ont été posées à ce sujet.

1. Accélérer, continuer comme maintenant ou ralentir le mouvement d'unification de l'Europe.

"Certains considèrent la Communauté européenne (Marché commun) comme une première étape vers une union plus étroite entre les pays membres. Vous personnellement, estimez-vous qu'il faut accélérer le mouvement d'unification de l'Europe, le ralentir ou continuer comme maintenant?"

Dans l'ensemble de la Communauté, quatre personnes sur dix (40%) continuent à se prononcer en faveur de l'accélération du mouvement d'unification de l'Europe, contre trois sur dix (33%) qui préféreraient "continuer comme maintenant", une sur dix (11%) qui voudrait ralentir le mouvement et près de deux sur dix (16%) qui ne répondent pas.

Seulement dans trois pays on constate une différence significative entre les résultats d'octobre-novembre 1975 et ceux de mai 1976:

- en Allemagne (-8 points),
- aux Pays-Bas (+11 points),
- au Royaume-Uni où, bien que la fréquence des réponses positives soit pratiquement inchangée, celle des réponses négatives augmente de 7 points (1).

L'Italie et le Luxembourg restent en tête de liste, tandis que les Pays-Bas, la France et la Belgique précèdent désormais l'Allemagne. Mais ce n'est que dans les deux premiers de ces pays que les réponses favorables l'emportent largement sur les autres réponses exprimées. Aux Pays-Bas, en France et en Belgique, les réponses favorables, d'une part, et les réponses défavorables ou neutres s'équilibrent approximativement. Pour la première fois en Allemagne et de nouveau dans les trois nouveaux pays membres, les réponses négatives ou neutres sont les plus fréquentes (2). (Voir tableau n° 14). ./.

-
- (1) Ce sont les réponses "neutres" ("continuer comme maintenant") et les non-réponses qui ont diminué.
- (2) Encore faudrait-il distinguer entre, d'une part, l'Irlande et le Royaume-Uni, où la réponse modale est "continuer comme maintenant" et, d'autre part, le Danemark, où trois personnes sur dix sont pour "continuer comme maintenant" et trois personnes sur dix pour "ralentir".

Tableau n° 14

ACCELERER, CONTINUER COMME MAINTENANT OU RALENTIR
LE MOUVEMENT D'UNIFICATION DE L'EUROPE

	Accélérer	Continuer comme mainte- nant	Ralentir	Sans opinion	Total
Italia					
sept. 1973	55%	18%	2%	25%	100%
oct.-nov. 1975	61	17	4	18	100
mai 1976	58	16	4	22	100
Luxembourg					
sept. 1973	56	29	1	14	100
oct.-nov. 1975	52	33	4	11	100
mai 1976	55	20	9	16	100
Nederland					
sept. 1973	32	47	6	15	100
oct.-nov. 1975	33	38	4	25	100
mai 1976	44	36	7	13	100
France					
sept. 1973	36	40	3	21	100
oct.-nov. 1975	45	36	6	13	100
mai 1976	43	37	7	13	100
Belgique/België					
sept. 1973	33	43	3	21	100
oct.-nov. 1975	39	28	3	30	100
mai 1976	40	32	5	23	100
Deutschland					
sept. 1973	49	34	4	13	100
oct.-nov. 1975	47	36	6	11	100
mai 1976	39	34	10	17	100
Ireland					
sept. 1973	25	45	12	18	100
oct.-nov. 1975	35	40	12	13	100
mai 1976	31	40	14	15	100
United Kingdom					
sept. 1973 (1)	17	40	24	19	100
oct.-nov. 1975	24	45	17	14	100
mai 1976	23	42	24	11	100
Danmark					
sept. 1973	12	44	36	8	100
oct.-nov. 1975	13	33	37	17	100
mai 1976	13	33	32	22	100

Suite tableau n° 14

	Accélérer	Continuer comme mainte- nant	Ralentir	Sans réponse	Total
COMMUNAUTE (2)					
sept. 1973	38	34	9	19	100
oct.-nov. 1975	43	34	8	15	100
mai 1976	40	33	11	16	100

(1) Non compris Northern Ireland en 1973

(2) Moyenne pondérée.

Comme l'on pouvait s'y attendre les réponses à cette question sont fortement corrélées avec les réponses à la question précédente, relative à la Communauté européenne perçue comme "Marché commun". Les gens qui perçoivent le Marché commun comme une "bonne chose", (soit environ 60 % de ceux qui expriment une opinion), sont à deux contre un, en moyenne, partisans d'accélérer le mouvement d'unification de l'Europe; ceux qui perçoivent le Marché commun comme une "mauvaise chose", (soit moins de deux personnes sur dix qui s'expriment, sont dans leur majorité partisans de ralentir (57%), ou de continuer comme maintenant (26%), voire même d'accélérer, ce qui laisse supposer qu'une minorité des adversaires du Marché commun ou des gens sceptiques sur son orientation ou ses réalisations actuelles ne sont pas hostiles à l'unification politique de l'Europe; enfin, ceux qui se réfugient, à propos du Marché commun, dans la réponse neutre, (soit un quart des personnes qui s'expriment), sont plutôt partisans de continuer comme maintenant (57%) ou même d'accélérer (30%), ce qui confirme l'observation précédente.

(Voir tableau n° 15).

Tableau n° 15

ACCELERER, CONTINUER COMME MAINTENANT OU RALENTIR
LE MOUVEMENT D'UNIFICATION DE L'EUROPE
SUIVANT LE JUGEMENT PORTE SUR LE MARCHÉ COMMUN
(Ensemble de la Communauté)

	Accélérer	Continuer comme maintenant	Ralentir	Total (sans les non-répon- ses) (1)
Estiment que le Marché commun est:				
- une bonne chose	64%	33%	3%	100% (4155)
- une chose ni bonne ni mauvaise	31	57	12	100 (1682)
- une mauvaise chose	17	26	57	100 (1054)
Ensemble (sans les non-réponses)	48	38	14	100 (6891)

(1) Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre des personnes qui ont donné la réponse correspondant à chaque ligne du tableau, c'est-à-dire à la base du calcul.

Mais on peut faire, en outre, d'intéressantes constatations au niveau de chaque pays, en examinant cette relation entre le jugement porté sur la Communauté européenne (Marché commun) et l'adhésion affective (ou idéologique) au mouvement d'unification politique de l'Europe. En effet, cette relation varie considérablement de pays à pays. Nous l'exprimerons, pour plus de clarté, en présentant les pourcentages, par rapport au total des personnes interrogées qui ont effectivement répondu à l'ensemble des deux questions.

Le tableau n° 16 montre clairement les différences entre les opinions exprimées dans chaque pays:

1° La différence entre les pourcentages totaux des réponses "Marché commun = bonne chose", d'une part, et "accélérer", d'autre part, est quasi nulle en Italie (74 et 75 %), alors qu'elle atteint 31 points aux Pays-Bas et 25 points en Belgique, ainsi qu'au Danemark. C'est une première indication que, dans ces trois derniers pays, un jugement positif à l'égard du Marché commun - (et, bien entendu, la fréquence de ce jugement diffère dans chacun de ces pays) - est loin d'entraîner une opinion favorable à l'accélération du mouvement d'unification de l'Europe.

2° La différence entre le pourcentage total des réponses "Marché commun = bonne chose" et le pourcentage des réponses simultanées "Marché

commun = bonne chose" et "accélérer" (dernière et première colonne de chaque première ligne) permet de mesurer l'impact de l'évaluation du Marché commun sur l'attitude favorable à l'accélération du mouvement d'unification. Plus cette différence est faible, plus la relation est forte: en Italie, par exemple, elle est de 10 points, tandis qu'elle atteint 27 points au Royaume-Uni, 30 au Danemark, 32 en Irlande et 35 aux Pays-Bas.

- 3° Dans les six pays fondateurs de la Communauté et en Irlande, la majorité absolue des personnes qui répondent à ces deux questions exprime l'opinion que le Marché commun est une bonne chose et qu'il faut accélérer le mouvement ou continuer comme maintenant. Au Royaume-Uni et au Danemark, seulement 42 et 37% des personnes qui répondent le font en ce sens; les autres réponses sont éparpillées, avec un noyau de 22 et 28 % respectivement qui paraissent être des adversaires résolus.
- 4° Parmi les sept pays où l'opinion est la plus favorable, on peut distinguer des degrés, suivant le rapport, parmi les personnes qui ont répondu simultanément "M.C. = bonne chose" et "accélérer" ou "continuer comme maintenant", celles qui ont opté pour l'accélération et celles qui préfèrent la lente progression. Dans les six pays fondateurs, la balance penche du côté de l'accélération, tandis qu'en Irlande c'est la lente progression qui l'emporte légèrement.
- 5° Dans tous les pays, la réponse suivant laquelle la Communauté -telle qu'elle est- n'est ni bonne ni mauvaise (33% en Allemagne et 30% en France) peut certainement être considérée comme une réponse plutôt favorable, puisque elle va généralement de pair avec la réponse "accélérer" ou (au moins) "continuer comme maintenant". Il s'agit d'une minorité très importante pour l'avenir de l'unification de l'Europe.

Tableau n° 16

JUGEMENT PORTE SUR LE MARCHÉ COMMUN
ET ATTITUDE A L'EGARD DE LA PROGRESSION DU MOUVEMENT D'UNIFICATION
SUIVANT LE PAYS (1)
(en % des personnes ayant répondu aux deux questions)

	Accélérer	Continuer comme maintenant	Ralentir	Total
<u>ITALIA (N = 710)</u>				
MC = bonne chose	64%	9%	1%	74%
= ni bonne ni mauvaise	9	10	1	20
= mauvaise chose	2	1	3	6
Total	75%	20%	5%	100%
<u>LUXEMBOURG (N = 219)</u>				
MC = bonne chose	57%	13%	5%	75%
= ni bonne ni mauvaise	6	10	5	21
= mauvaise chose	3	.	1	4
Total	66%	23%	11%	100%
<u>NEDERLAND (N = 710)</u>				
MC = bonne chose	47%	32%	3%	82%
= ni bonne ni mauvaise	3	9	2	14
= mauvaise chose	1	1	2	4
Total	51%	42%	7%	100%
<u>BELGIQUE/BELGIE (N = 713)</u>				
MC = bonne chose	46%	28%	2%	76%
= ni bonne ni mauvaise	4	13	2	19
= mauvaise chose	1	1	3	5
Total	51%	42%	7%	100%
<u>FRANCE (N = 1041)</u>				
MC = bonne chose	40%	22%	1%	63%
= ni bonne ni mauvaise	9	18	3	30
= mauvaise chose	1	2	4	7
Total	50%	42%	8%	100%
<u>DEUTSCHLAND (N = 791)</u>				
MC = bonne chose	35%	18%	2%	55%
= ni bonne ni mauvaise	10	19	4	33
= mauvaise	2	4	6	12
Total	47%	41%	12%	100%

Suite tableau n° 16

	Accélérer	Continuer comme maintenant	Ralentir	Total
IRELAND (N = 824)				
MC = bonne chose	25%	29%	3%	57%
= ni bonne ni mauvaise	5	10	3	18
= mauvaise chose	6	8	11	25
Total	36%	47%	17%	100%
UNITED KINGDOM (N = 1124)				
MC = bonne chose	17%	25%	2%	44%
= ni bonne ni mauvaise	5	11	3	19
= mauvaise chose	5	10	22	37
Total	27%	46%	27%	100%
DANMARK (N = 696)				
MC = bonne chose	12%	25%	5%	42%
= ni bonne ni mauvaise	3	11	9	23
= mauvaise chose	2	5	28	35
Total	17%	41%	42%	100%

(1) Les pays sont classés suivant l'ordre décroissant des pourcentages des réponses MC = bonne chose et accélérer.

Leaders et non-leaders

Encore une fois l'examen des attitudes suivant notre nouvel indice de leadership est fort instructive. On constate, en effet, que les leaders sont deux fois et demie plus fréquemment en faveur de l'accélération du mouvement que les non-leaders, mais aussi que ces attitudes favorables perdent 7 points entre octobre-novembre 1975 et mai 1976.

Les leaders, dont on a vu plus haut qu'ils ne paraissent pas plus sensibles que le reste du public aux perceptions relatives au "Marché commun", semblent ici exprimer le commencement d'un doute sur les chances d'une unification rapide de l'Europe.

Cela va vous être confirmé par les réponses aux autres questions.

(Voir tableau n° 17).

Tableau n° 17

ACCELERER, CONTINUER COMME MAINTENANT OU RALENTIR

LE MOUVEMENT D'UNIFICATION DE L'EUROPE

SUIVANT L'INDICE DE LEADERSHIP

(Ensemble de la Communauté)

	Accélérer	Continuer comme maintenant	Ralentir	Sans réponse
<u>-octobre-novembre 1975</u>				
non-leaders (--)	26%	35%	9%	30%
(-)	39	39	8	14
(+)	51	34	7	8
leaders (++)	62	22	10	6
<u>- mai 1976</u>				
non-leaders (--)	23%	35%	11%	31%
(-)	38	35	12	15
(+)	48	31	11	10
leaders (++)	55	26	11	8
<u>Différence</u>				
non-leaders (--)	-3	0	+2	+1
(-)	-1	-4	+4	+1
(+)	-3	-3	+4	+2
leaders (++)	-7	+4	+1	+2

2. Pour ou contre la formation
d'ici 1980 d'une union politique européenne

"Il est question de former d'ici 1980, entre les pays membres de la Communauté européenne, une union politique européenne, avec un gouvernement européen qui décide sur les grands problèmes et un parlement européen qui contrôle. Etes-vous personnellement pour ou contre ce projet d'Union politique européenne?"

Dans l'ensemble de la Communauté, six sur dix des personnes interrogées (57%) continuent à se déclarer "tout à fait pour" (24%) ou "plutôt pour" (33%) la formation d'une union politique européenne. Ces résultats tendent à montrer que les réponses à la question précédente ("accélérer ou ralentir") reflétaient plutôt une désillusion qu'une hostilité, du moins dans les six pays fondateurs de la Communauté.

(Voir tableau n° 18).

Tableau n° 18

POUR OU CONTRE LA FORMATION D'ICI 1980 D'UNE UNION POLITIQUE EUROPEENNE
(Ensemble de la Communauté)

	septembre 1973	mai 1975	oct.-nov. 1975	mai 1976
	%	%	%	%
Tout à fait pour	24	24	23	24
Plutôt pour	30	35	36	33
Plutôt contre	13	12	13	12
Tout à fait contre	11	9	8	11
Refusent explicitement et délibérément de répondre	)			2
Ne savent pas, ne s'inté- ressent pas à cette ques- tion (1)	) 22	20	20	18
)			
)			
Total	100	100	100	100

- (1) La distinction entre ces deux sortes de non-réponses a été faite à titre expérimental en mai 1976, de façon à mesurer la part relative des non-réponses à motivation franchement négative ("je ne veux pas répondre") et des non-réponses de désintérêt. Les résultats sont concluants: les personnes qui ne répondent pas sont, pour la plupart, des personnes qui s'estiment non concernées, qui ne s'intéressent pas à la politique, etc. La proportion de ces "abstentionnistes" (20% en moyenne) n'est pas plus élevée que celle que l'on observe, dans la plupart des pays où le vote n'est pas obligatoire, pour les consultations électorales au niveau national.

Cette fois encore les réponses relatives à l'Union politique européenne sont en corrélation positive avec les jugements exprimés sur le Marché commun. Sur 100 personnes qui estiment que le Marché commun est une bonne chose, 85 se partagent également entre les réponses "tout à fait pour" et "plutôt pour" l'Union politique européenne. De plus, en confirmation des analyses précédentes, les deux tiers des gens qui expriment un jugement neutre à l'égard du Marché commun se déclarent en faveur de l'Union politique, mais "plutôt pour" que "tout à fait pour". On trouve enfin, parmi ceux qui jugent sévèrement le Marché commun, près d'un tiers qui néanmoins ne sont pas hostiles à l'Union politique.

(Voir tableau n° 19) (1).

(1) La relation, au niveau de chaque pays, entre les réponses aux deux questions sera examinée plus loin.

Tableau n° 19

POUR OU CONTRE LA FORMATION D'ICI 1980 D'UNE UNION POLITIQUE EUROPEENNE
SUIVANT LE JUGEMENT PORTE SUR LE MARCHÉ COMMUN
 (Ensemble de la Communauté)

	Tout à fait pour	Plutôt pour	Plutôt contre	Tout à fait contre	Total (sans les non-réponses)(1)
Estiment que le Marché commun est:					
- une bonne chose	42%	43%	9%	6%	100% (3953)
- une chose ni bonne ni mauvaise	14	52	23	11	100 (1468)
- une mauvaise chose	8	21	24	47	100 (1071)
Ensemble (sans les non-réponses)	30	42	14	14	100 (6492)

(1) Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre des personnes qui ont donné la réponse correspondant à chaque ligne du tableau, c'est-à-dire la base du calcul.

Différences entre pays

L'Italie reste en tête, en ce qui concerne le total des opinions "pour", avec 71%, mais ce pourcentage diminue de 6 points, par rapport au sondage précédent, avec augmentation des non-réponses.

Le Luxembourg se classe ex aequo avec l'Italie, en perdant 4 points, ce qui est négligeable; ce sont les "plutôt pour" qui perdent du terrain, tandis que les "tout à fait pour" augmentent.

Les Pays-Bas passent de 52 à 68 %, en augmentation de 16 points au détriment des "sans réponses". (1)

L'Allemagne rétrograde de 67 à 64 %, différence négligeable, mais indicative; ce sont les "plutôt pour" qui diminuent légèrement.

La France perd 8 points, en passant de 66 à 58 %: "tout à fait pour" -3 et "plutôt pour" -5.

La Belgique gagne 3 points, de 52 contre 55 %.

L'Irlande perd 5 points, de 49 à 44 %, mais conserve, parmi les personnes qui s'expriment, une majorité favorable.

Le Royaume-Uni conserve le même pourcentage de "tout à fait pour" et de "plutôt pour" (34% au total), mais les "très contre" augmentent de 9 points. La majorité des personnes qui s'expriment est défavorable.

Enfin, au Danemark, les voix favorables progressent légèrement (+3 points), tandis que les voix plutôt défavorables diminuent (-4 points) et que les voix très défavorables augmentent (+5 points). La majorité des Danois reste donc hostile, mais le rapport des voix entre partisans et adversaires augmente un tout petit peu en faveur de l'Union politique européenne.

(Voir tableau n° 20).

(1) Cf. p. 22, note 1.

Tableau n° 20
POUR OU CONTRE LA FORMATION D'ICI 1980 D'UNE UNION POLITIQUE EUROPEENNE
SUIVANT LE PAYS (1)

	Tout à fait pour	Plutôt pour	Plutôt contre	Tout à fait contre	Sans réponse	Total
Italie						
sept. 1973	33%	32%	8%	4%	23%	100%
mai 1975	32	39	8	3	18	100
oct.-nov. 1975	41	36	6	3	14	100
mai 1976	38	33	5	3	21	100
Luxembourg						
sept. 1973	38	31	8	5	18	100
mai 1975	36	35	8	3	18	100
oct.-nov. 1975	31	44	6	2	17	100
mai 1976	36	35	6	1	22	100
Nederland						
sept. 1973	21	34	14	9	22	100
mai 1975	25	29	8	7	31	100
oct.-nov. 1975	26	26	8	6	34	100
mai 1976	37	31	10	8	14	100
Deutschland						
sept. 1973	31	39	8	4	18	100
mai 1975	25	45	9	4	17	100
oct.-nov. 1975	22	45	11	4	18	100
mai 1976	23	41	9	5	22	100
France						
sept. 1973	25	32	11	5	27	100
mai 1975	30	36	11	6	17	100
oct.-nov. 1975	24	42	10	5	19	100
mai 1976	21	37	12	8	22	100
Belgique/België						
sept. 1973	25	33	7	5	30	100
mai 1975	23	28	6	3	40	100
oct.-nov. 1975	25	27	6	5	37	100
mai 1976	29	26	5	5	35	100
Ireland						
sept. 1973	11	24	19	22	24	100
mai 1975	11	26	19	19	25	100
oct.-nov. 1975	15	34	20	8	23	100
mai 1976	16	28	19	12	25	100
United Kingdom						
sept. 1973 (2)	8	18	23	31	20	100
mai 1975	14	22	23	23	18	100
oct.-nov. 1975	10	24	25	20	21	100
mai 1976	10	24	21	29	16	100
Danmark						
sept. 1973	11	17	26	32	14	100
mai 1975	7	14	22	32	25	100
oct.-nov. 1975	7	14	23	28	28	100
mai 1976	8	16	19	33	24	100

- (1) Les pays sont classés suivant l'ordre décroissant des réponses positives ("tout à fait pour" et "plutôt pour") en mai 1976.
(2) Non compris Northern Ireland en 1973.

Jugement porté sur le Marché commun
et attitude à l'égard de l'Union politique européenne

De même que nous avons examiné plus haut dans quelle mesure le jugement porté sur le Marché commun influence ou non l'attitude à l'égard du mouvement d'unification politique de l'Europe, nous présentons ci-dessous, pour chaque pays, la relation entre le jugement porté sur le Marché commun et l'attitude à l'égard de l'Union politique européenne. (Voir tableau n° 21).

- 1° Dans la plupart des pays, il y a plus de gens qui se prononcent favorablement à l'égard de l'Union politique européenne ("tout à fait pour" ou "plutôt pour") que de gens qui estiment que le Marché commun est une bonne chose. Les seules exceptions sont le Danemark, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, mais les différences sont faibles. Cela signifie comme nous en avons déjà émis l'hypothèse, qu'une partie des gens qui sont déçus du Marché commun tel qu'il est restent attachés au projet d'une Union politique européenne (1).
- 2° La très grande majorité des personnes qui estiment que le Marché commun est une bonne chose se prononce également en faveur de l'Union politique européenne; toutefois, aux Pays-Bas, en France, en Irlande et au Royaume-Uni, une fraction assez importante du public, tout en portant un jugement favorable sur le Marché commun, exprime en même temps des réserves ou une hostilité à l'égard de l'Union politique européenne (2).
- 3° Parmi ceux qui répondent que le Marché commun est une mauvaise chose, on peut s'attendre à un jugement négatif à l'égard de l'Union politique européenne; c'est en effet le cas presque partout.
- 4° Parmi ceux qui expriment un jugement neutre à l'égard du Marché commun, la balance penche néanmoins du côté positif en ce qui concerne l'Union politique européenne, sauf au Danemark (3). Cela confirme l'importance que l'on doit accorder à l'évolution des attitudes à l'égard de la Communauté européenne (Marché commun), mais cela montre aussi que les attitudes à l'égard du projet d'Union politique constituent une dimension voisine, mais distincte, des attitudes à l'égard de la réalité du Marché commun (4).

./.

-
- (1) Cf. au tableau n° 21, pour chaque pays, les pourcentages "MC = bonne chose" (total) et "tout à fait pour" ou "plutôt pour" (total des deux degrés).
 - (2) Cf. au tableau 21, pour chaque pays, le pourcentage "MC = bonne chose" (total) et, sur la même ligne, le total des deux pourcentages "tout à fait pour" et "plutôt pour".
 - (3) Cf. au tableau 21, pour chaque pays, le pourcentage "MC = chose ni bonne ni mauvaise" (total) et, sur la même ligne, le total des deux pourcentages "tout à fait pour" et "plutôt pour" ou "plutôt contre" et "tout à fait contre".
 - (4) Cette distinction fera l'objet d'analyses ultérieures.

Tableau n° 21

LE JUGEMENT PORTE SUR LE MARCHÉ COMMUN

ET L'ATTITUDE A L'EGARD DE L'UNION POLITIQUE EUROPEENNE

SUIVANT LE PAYS (1)

(en % des personnes ayant répondu aux deux questions)

	Tout à fait pour	Plutôt pour	Plutôt contre	Tout à fait contre	Total
<u>LUXEMBOURG (N = 204)</u>					
MC = bonne chose	42%	32%	3%	-	77%
= ni bonne ni mauvaise	3	10	4	1	18
= mauvaise chose	2	2	1	.	5
Total	47%	44%	8%	1%	100%
<u>BELGIQUE/BELGIE (N = 602)</u>					
MC = bonne chose	41%	32%	5%	2%	80%
= ni bonne ni mauvaise	3	8	2	2	15
= mauvaise chose	1	1	1	2	5
Total	45%	41%	8%	6%	100%
<u>ITALIA (N = 702)</u>					
MC = bonne chose	44%	27%	2%	1%	74%
= ni bonne ni mauvaise	4	11	3	1	19
= mauvaise chose	2	3	1	1	7
Total	50%	41%	6%	3%	100%
<u>NEDERLAND (N = 705)</u>					
MC = bonne chose	41%	29%	7%	5%	82%
= ni bonne ni mauvaise	1	7	3	2	13
= mauvaise chose	1	.	1	3	5
Total	43%	36%	11%	10%	100%
<u>DEUTSCHLAND (N = 749)</u>					
MC = bonne chose	24%	30%	2%	1%	57%
= ni bonne ni mauvaise	4	19	6	1	30
= mauvaise chose	1	5	3	4	13
Total	29%	54%	11%	6%	100%
<u>FRANCE (N = 932)</u>					
MC = bonne chose	22%	32%	7%	4%	65%
= ni bonne ni mauvaise	4	14	7	3	28
= mauvaise chose	1	1	2	3	7
Total	27%	47%	16%	10%	100%

Suite tableau n° 21

	Tout à fait pour	Plutôt pour	Plutôt contre	Tout à fait contre	Total
<u>IRELAND (N = 733)</u>					
MC = bonne chose	17%	23%	10%	6%	56%
= ni bonne ni mauvaise	2	7	5	3	17
= mauvaise chose	3	6	10	8	27
Total	22%	36%	25%	17%	100%
<u>UNITED KINGDOM (N = 1058)</u>					
MC = bonne chose	9%	17%	9%	8%	43%
= ni bonne ni mauvaise	2	6	5	4	17
= mauvaise chose	2	5	10	23	40
Total	13%	28%	24%	35%	100%
<u>DANMARK (N = 682)</u>					
MC = bonne chose	8%	16%	8%	8%	40%
= ni bonne ni mauvaise	1	5	8	9	23
= mauvaise chose	2	1	7	27	37
Total	11%	22%	23%	44%	100%

(1) Les pays sont classés suivant l'ordre décroissant des pourcentages des réponses MC = bonne chose et "tout à fait pour" ou "plutôt pour" l'Union politique européenne.

Leaders et non-leaders

Ainsi que les résultats présentés plus haut pouvaient le laisser prévoir, les attitudes des leaders sont nettement plus favorables que celles des non-leaders: 68% des premiers sont "tout à fait pour" ou "plutôt pour" une union politique européenne, contre 39% des seconds. La différence provient essentiellement du fait que les leaders ont une opinion, et l'expriment; en effet, les adversaires sont également répartis à tous les niveaux de leadership.

Par rapport à ceux d'octobre-novembre 1975, les résultats de mai 1976 montrent une légère augmentation des "tout à fait contre" dans la catégorie des leaders d'opinion (+6 points), ce qui confirme "l'indicateur d'alerte" déjà mentionné plus haut.

(Voir tableau n° 22).

Tableau n° 22

POUR OU CONTRE LA FORMATION D'ICI 1980 D'UNE UNION POLITIQUE EUROPEENNE
SUIVANT L'INDICE DE LEADERSHIP

	Tout à fait pour	Plutôt pour	Plutôt contre	Tout à fait contre	Sans réponse
<u>-octobre-novembre 1975</u>					
non-leaders (--)	12%	26%	14%	9%	39%
(-)	22	37	13	8	20
(+)	26	43	12	7	12
leaders (++)	41	33	12	8	6
<u>-mai 1976</u>					
non-leaders (--)	13%	26%	11%	10%	40%
(-)	20	36	12	11	21
(+)	27	39	12	11	11
leaders (++)	39	29	10	14	8
<u>Différence</u>					
non-leaders (--)	+1	0	-3	+1	+1
(-)	-2	-1	-1	+3	+1
(+)	+1	-4	0	+4	-1
leaders (++)	-2	-4	-2	+6	+2

3. Les compétences souhaitées pour l'Union européenne

Ainsi qu'on vient de le voir, la majorité des personnes interrogées, dans la Communauté considérée comme un ensemble et dans sept pays membres sur neuf, exprime une opinion favorable à la formation d'ici 1980 d'une Union politique européenne, avec un gouvernement et un Parlement européens. Quel est le contour ou le contenu de cette notion dans l'esprit des répondants? Une réponse exhaustive à cette question complexe n'est pas facile à donner. Du moins avons-nous essayé d'amener les personnes interrogées à préciser leur conception de l'Union européenne, ou plus exactement à préciser ce qu'elles accepteraient ou n'accepteraient pas dans le projet d'Union européenne présenté aux chefs de gouvernement par M. Leo TINDEMANS.

Quatre dispositions importantes figurant dans le "Rapport TINDEMANS" ont été transformées en questions aux personnes interrogées, portant respectivement sur: la politique extérieure; la politique économique et monétaire; la politique régionale et la politique sociale tendant à réduire les inégalités; la protection des droits fondamentaux des citoyens;

"Voici quelques aspects importants du projet d'Union politique européenne qui est actuellement en discussion. Pour chacun de ces aspects, pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord?"
(MONTRER LA CARTE C) (1)

Une première constatation est que, dans l'ensemble de la Communauté, les non-réponses sont inférieures à 20%, ce qui montre que, quels que soient leur niveau d'information et leurs orientations personnelles, les personnes interrogées ne sont pas plus enclines à s'abstenir de répondre à des questions difficiles, mais précises, qu'à la question générale sur le principe même d'une Union politique européenne.

En deuxième lieu, les fréquences des réponses aux quatre questions précises -politique extérieure, politique économique et monétaire, politiques régionale et sociale, protection des droits fondamentaux- sont en moyenne plus élevées que pour la question plus générale sur l'Union politique avec gouvernement et parlement européens: 57%, ainsi qu'on l'a vu, pour cette dernière question et 65 à 69 % pour les quatre autres. Il y a donc des citoyens qui sont plutôt contre le principe général, ou indécis, ou peut-être rebutés par des mots "gouvernement" et "parlement européen", et qui néanmoins seraient disposés à accepter les politiques communes sans en comprendre clairement les implications (2).

./.

- (1) Les quatre propositions étaient mentionnées dans le même ordre que celui qui est ici suivi pour la présentation des résultats (voir tableau n° 23).
- (2) Cette apparente contradiction n'est évidemment pas propre aux attitudes à l'égard de l'Europe. La théorie politique et la psychologie sociale ont aujourd'hui pris leurs distances par rapport au "modèle implicite" de l'électeur "rationnel", préférant étudier les attitudes et comportements des citoyens tels qu'ils sont observés. Cette approche n'élimine pas l'idéal de la rationalité, ni la préoccupation de l'éducation critique, mais évite de regarder les réalités telles qu'on voudrait qu'elles fussent et non telles qu'elles sont. Voir, par exemple, B. BERELSON: "Democratic Theory and Public Opinion", Public Opinion Quarterly, Nr. 16, 1952, pp. 313-330.

Enfin, bien que les pourcentages de réponses favorables soient du même ordre de grandeur, on peut hiérarchiser les choix du public au moyen d'un indice tenant compte des intensités de réponse à chaque item:

	<u>Indice (1)</u>
Protection des droits fondamentaux	0,874
Politique économique et monétaire	0,809
Politique régionale et politique sociale	0,737
Politique extérieure	0,629.

(1) "Coefficient of imbalance", calculé suivant la formule

$$\frac{(2f + f')^2 - [(2f + f') (d' + 2d)]}{10\ 000} \quad \text{ou} \quad \frac{(d' + 2d)^2 - [(2f + f') (d' + 2d)]}{10\ 000}$$

selon que le total pondéré des réponses favorables ($2f + f'$) est plus grand ou plus petit que le total pondéré des réponses défavorables ($d' + 2d$). Les scores varient donc de +4 à -4; le point central 0 correspond à une attitude d'équilibre entre les tendances favorables et défavorables.

Tableau n° 23

LES PRINCIPAUX ASPECTS DE L'UNION POLITIQUE EUROPEENNE

(Ensemble de la Communauté)

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Sans réponse	Total
- Les pays membres de l'Union européenne auraient une politique extérieure commune	29%	36%	11%	7%	17%	100%
- Les pays membres auraient une politique économique et monétaire commune	34	34	10	7	15	100
- Les pays membres auraient une politique régionale et une politique sociale communes tendant à corriger les inégalités en faveur des régions et des catégories sociales les moins favorisées	30	38	10	5	17	100
- Les droits fondamentaux des citoyens de tous les pays membres seraient reconnus et protégés suivant une législation commune. Tout citoyen pourrait donc faire recours directement à la Cour de Justice européenne	35	34	8	7	16	100

Leaders et non-leaders

Quelle que soit leur position sur l'indice de leadership, les personnes interrogées mettent le plus fréquemment la protection des droits fondamentaux au premier rang des quatre objectifs proposés. Mais tandis que les non-leaders mettent au deuxième rang la politique régionale et sociale, les leaders se prononcent plutôt pour la politique économique et monétaire. Les différences sont, il est vrai, assez faibles à chaque niveau de leadership.

Tableau n° 24

INDICE D'ACCORD OU DE DESACCORD
AVEC LES PRINCIPAUX ASPECTS DE L'UNION POLITIQUE EUROPEENNE
SUIVANT L'INDICE DE LEADERSHIP (1)
(Ensemble de la Communauté)

	Non-leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)
Politique extérieure commune	0,286	0,596	0,818	1,026
Politique économique et monétaire commune	0,366	0,727	1,098	1,343
Politique régionale et politique sociale commune	0,372	0,662	0,937	1,264
Protection des droits fondamentaux	0,432	0,815	1,136	1,407

(1) Pour le calcul de l'indice d'accord/désaccord, voir note page 43).

Différences par pays

D'une façon générale, le classement des pays suivant les pourcentages moyens des réponses positives aux quatre items (tableau n° 23) est à peu près le même que le classement suivant les réponses à la question sur l'Union européenne (voir tableau n° 20). Il est d'ailleurs logique que des personnes qui se sont prononcées positivement sur la première question se prononcent dans le même sens sur la seconde. Mais nous retrouvons ici, dans tous les pays sans exception, le phénomène que nous avons déjà mentionné: le public semble encore plus favorable aux aspects concrets de l'Union européenne qu'il ne l'est à celle-ci dans son principe. La différence est particulièrement significative dans les trois nouveaux pays membres:

	Se prononcent pour le principe de l'Union euro- péenne	Moyenne des ré- ponses positives sur les quatre aspects de l'Union européenne	Différence
Ireland	44%	71%	+27
United Kingdom	34	58	+24
Danmark	24	42	+18

Une explication de ce phénomène pourrait bien être l'existence d'une sorte de préjugé positif à l'égard des objectifs de l'Union politique européenne et d'un préjugé moins positif à l'égard d'un projet global encore mal connu ou dont la réalisation apparaît comme peu probable à bref délai.

Bien que les rangs moyens de classement des quatre objectifs pour l'ensemble des neuf pays soient ceux auxquels on s'attendait (droits fondamentaux en tête, suivis par politique économique et monétaire, politiques régionale et sociale, et enfin politique extérieure), on observe quelques différences suivant le pays:

- la politique économique et monétaire vient en tête en Belgique et au Danemark;
- les politiques régionale et sociale sont au premier rang en Italie et en France;
- la politique extérieure occupe la deuxième place en Allemagne et au Royaume-Uni.

Il n'y a pas de relation apparente entre l'étendue des opinions favorables dans un pays donné et le classement des objectifs.

(Voir tableau n° 25).

Tableau n° 25
LES PRINCIPAUX ASPECTS DE L'UNION POLITIQUE EUROPEENNE
SUIVANT LE PAYS (1)

LUXEMBOURG (80%)	ITALIA (72%)	FRANCE (71%)
1. Droits fondamen- taux (1,797)	1. Pol. rég. et soc. (1,310)	1. Pol. rég. et soc. (1,194)
2. Politique éco. et mon. (1,647)	2. Politique éco. et mon. (1,262)	2. Politique éco. et mon. (1,144)
3. Politique ext. (1,438)	3. Droits fondamen- taux (1,142)	3. Droits fondamen- taux (0,881)
4. Pol. rég. et soc. (1,293)	4. Politique ext. (0,800)	4. Politique ext. (0,589)
IRELAND (71%)	NEDERLAND (71%)	DEUTSCHLAND (71%)
1. Droits fondamen- taux (1,327)	1. Droits fondamen- taux (1,155)	1. Droits fondamen- taux (1,097)
2. Pol. rég. et soc. (1,063)	2. Politique éco. et mon. (0,992)	2. Politique ext. (0,949)
3. Politique éco. et mon. (0,804)	3. Pol. rég. et soc. (0,921)	3. Politique éco. et soc. (0,802)
4. Politique ext. (0,643)	4. Politique ext. (0,721)	4. Pol. rég. et soc. (0,486)
BELGIQUE/BELGIE (62%)	UNITED KINGDOM (58%)	DANMARK (42%)
1. Politique éco. et mon. (0,958)	1. Droits fondamen- taux (0,453)	1. Politique éco. et mon. (0,229)
2. Droits fondamen- taux (0,943)	2. Politique ext. (0,297)	2. Pol. rég. et soc. (0,157)
3. Pol. rég. et soc. (0,793)	3. Politique éco. et mon. (0,286)	3. Droits fondamen- taux (0,068)
4. Politique ext. (0,633)	4. Pol. rég. et soc. (0,277)	4. Politique ext. (-0,105)

(1) Les pays sont classés suivant l'ordre décroissant des pourcentages moyens des réponses positives ("tout à fait pour" ou "plutôt pour") aux quatre items. Dans chaque pays, les items sont classés suivant l'ordre décroissant des scores à l'indice d'accord/désaccord. Voir le détail des réponses en annexe, tableau 4.

C. L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT

En dépit de l'absence d'accord des gouvernements des neuf pays membres sur le nombre de sièges à attribuer à chaque pays, dans un Parlement européen élu au suffrage direct, le problème de cette élection reste d'actualité. La presse en parle; les états-majors des partis politiques commentent à s'y préparer; le public suit sans passion, mais avec un intérêt soutenu (moins de 20% de non-réponses, en moyenne) et une attitude largement favorable dans sept pays sur neuf.

Trois questions ont été posées en mai 1976: l'une -répétée de semestre en semestre- sur le principe même de l'élection et deux -exploratoires- respectivement sur la nature des pouvoirs d'un parlement européen élu et sur le comportement attendus des groupes politiques représentés.

1. Le principe de l'élection

"On parle notamment d'organiser d'ici deux ans, en mai-juin 1978, l'élection d'un Parlement européen au suffrage universel direct, c'est-à-dire par tous les citoyens des pays membres de la Communauté européenne (Marché commun). Etes-vous vous-même pour ou contre cette élection?"

Dans l'ensemble de la Communauté, plus de six personnes sur dix, en mai 1976 comme en octobre-novembre et en mai 1975, se prononcent en faveur de l'élection. Le pourcentage des réponses "tout à fait pour" augmente de 3 points, passant de 25 à 28 %, entre la fin de 1975 et le milieu de 1976, et le pourcentage des réponses "plutôt pour" diminue de 5 points, de 39 à 34 %. La variation est donc négligeable. Le public semble attendre la décision (positive ou négative) pour "changer d'opinion".

(Voir tableau n° 26).

Tableau n° 26
POUR OU CONTRE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN
AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT
(Ensemble de la Communauté) (1)

	septembre 1973	mai 1975	oct.-nov. 1975	mai 1976
	%	%	%	%
Tout à fait pour	24	27	25	28
Plutôt pour	30	36	39	34
Plutôt contre	12	9	10	11
Tout à fait contre	11	9	8	10
Sans réponse	23	19	18	17
Total	100	100	100	100

(1) Moyenne pondérée.

L'attitude à l'égard de l'élection du Parlement européen est en corrélation positive avec le jugement porté sur le Marché commun. Sur 100 personnes qui estiment que le Marché commun est une bonne chose, 86% se partagent presque également entre les réponses "tout à fait pour" ou "plutôt pour" l'élection du Parlement. Parmi ceux qui donnent une réponse neutre en ce qui concerne le Marché commun, les deux tiers sont en faveur de l'élection. Même parmi les personnes les plus critiques à l'égard du Marché commun, 40% sont encore en faveur de l'élection.

Le tableau n° 27 est assez comparable au tableau n° 19, mais la relation est moins forte. En d'autres termes, l'attitude à l'égard de l'élection du Parlement européen paraît moins liée au jugement porté sur le Marché commun que ne l'est l'attitude à l'égard de l'Union politique.

Tableau n° 27
POUR OU CONTRE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN
AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT
SUIVANT LE JUGEMENT PORTE SUR LE MARCHÉ COMMUN
(Ensemble de la Communauté)

	Tout à fait pour	Plutôt pour	Plutôt contre	Tout à fait contre	Total (sans les non-réponses) (1)
Estiment que le Marché commun est:					
- une bonne chose	46%	40%	9%	5%	100% (4079)
- une chose ni bonne ni mauvaise	19	50	21	10	100 (1594)
- une mauvaise chose	13	27	19	41	100 (1093)
Ensemble (sans les non-réponses)	35	40	13	12	100 (6766)

(1) Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre des personnes qui ont donné la réponse correspondant à chaque ligne du tableau.

Leaders et non-leaders

Parmi les leaders d'opinion, l'attitude est encore beaucoup plus favorable que parmi les non-leaders, mais on observe, d'un semestre à l'autre, une évolution très significative: les réponses favorables, au total, diminuent légèrement chez les leaders et augmentent chez les non-leaders. Tout semble se passer comme si les leaders commençaient à se lasser d'attendre, tandis que les non-leaders ne réagissent pas encore à l'absence de décision des gouvernements.

(Voir tableau n° 28).

Tableau n° 28

POUR OU CONTRE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN

AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT

SUIVANT L'INDICE DE LEADERSHIP

(Ensemble de la Communauté)

		Tout à fait pour	Plutôt pour	Plutôt contre	Tout à fait contre	Sans réponse
<u>- octobre-novembre 1975</u>						
non-leaders	(--)	11%	31%	11%	10%	37%
	(-)	22	42	10	9	17
	(+)	29	45	10	7	9
leaders	(++)	40	37	10	8	5
<u>-mai 1976</u>						
non-leaders	(--)	17%	32%	9%	10%	32%
	(-)	25	36	13	10	16
	(+)	33	36	12	10	9
leaders	(++)	43	29	10	11	7
<u>Différence</u>						
non-leaders	(--)	+6	+1	-2	0	-5
	(-)	+3	-6	+3	+1	-1
	(+)	+4	-9	+2	+3	0
leaders	(++)	+3	-8	0	+3	+2

Différences et évolution par pays

Les pays les plus favorables à l'élection du Parlement européen, c'est-à-dire l'Italie et le Luxembourg, sont rejoints maintenant par les Pays-Bas. Les moins favorables restent le Royaume-Uni et le Danemark.

D'octobre-novembre 1975 à mai 1976, on observe une augmentation significative des réponses favorables aux Pays-Bas (+14 points), au Danemark (+8); on note, d'autre part, une légère augmentation en Belgique (+6) et une légère diminution en Allemagne (-6).

(Voir tableau n° 29).

Tableau n° 29
POUR OU CONTRE L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN
AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT
SUIVANT LE PAYS (1)

	Tout à fait pour	Plutôt pour	Plutôt contre	Tout à fait contre	Sans réponse	Total
Italia						
sept. 1973	34%	30%	8%	4%	24%	100%
mai 1975	37	40	6	2	15	100
oct.-nov. 1975	38	40	5	3	14	100
mai 1976	42	32	6	2	18	100
Nederland						
sept. 1973	32	30	11	5	22	100
mai 1975	28	29	7	7	29	100
oct.-nov. 1975	27	32	6	5	30	100
mai 1976	43	30	8	6	13	100
Luxembourg						
sept. 1973	40	27	8	4	21	100
mai 1975	36	33	7	3	21	100
oct.-nov. 1975	31	44	6	1	18	100
mai 1976	36	35	5	4	20	100
Deutschland						
sept. 1973	29	40	9	3	19	100
mai 1975	28	48	6	2	16	100
oct.-nov. 1975	23	50	9	2	16	100
mai 1976	25	42	10	5	18	100
France						
sept. 1973	22	29	11	7	31	100
mai 1975	33	35	9	6	17	100
oct.-nov. 1975	26	43	9	4	18	100
mai 1976	28	38	10	7	17	100

Suite tableau n° 29

	Tout à fait pour	Plutôt pour	Plutôt contre	Tout à fait contre	Sans réponse	Total
Belgique/België						
sept. 1973	23	29	8	6	34	100
mai 1975	23	32	6	3	36	100
oct.-nov. 1975	20	33	5	4	38	100
mai 1976	31	28	7	4	30	100
Ireland						
sept. 1973	15	30	17	14	24	100
mai 1975	20	35	13	9	23	100
oct.-nov. 1975	19	37	15	8	21	100
mai 1976	24	33	17	8	18	100
United Kingdom						
sept. 1973 (2)	11	22	19	30	18	100
mai 1975	16	25	16	27	16	100
oct.-nov. 1975	13	28	18	24	17	100
mai 1976	14	26	19	29	12	100
Danmark						
sept. 1973	20	16	18	25	21	100
mai 1975	15	20	12	21	32	100
oct.-nov. 1975	13	19	18	25	25	100
mai 1976	18	22	17	25	18	100

(1) Les pays sont classés suivant l'ordre décroissant des réponses positives: "tout à fait pour" et "plutôt pour".

(2) Non compris Northern Ireland en 1973.

2. La nature des pouvoirs du Parlement européen

L'un des arguments avancés par certains adversaires de l'élection du Parlement européen au suffrage direct est que les personnes interrogées dans les sondages ne comprennent pas clairement de quoi il s'agit et, en particulier, n'imaginent pas que leurs "parlementaires nationaux" pourraient être mis en minorité par une majorité de "parlementaires étrangers". D'où la question suivante:

"Dans un Parlement européen, les parlementaires (de votre pays) n'auraient, même s'ils sont tous d'accord, pas la majorité. Accepteriez-vous ou n'accepteriez-vous pas que le Parlement européen puisse faire, dans les domaines que je vais vous citer, des lois qui seraient applicables dans tous les pays de la Communauté européenne, y compris (le vôtre)?"

- A. En matière fiscale (par exemple: création d'un impôt européen)
- B. En matière de droit du travail (par exemple: réglementation européenne de la formation professionnelle)
- C. En matière d'équipement public (par exemple: programme européen d'autoroutes ou de voies navigables)
- D. Dans le domaine des relations extérieures (par exemple: ratification d'un traité de commerce avec un pays étranger).

La majorité du public semble disposée à accepter un vote majoritaire au Parlement européen dans les domaines de l'équipement public (68%), du droit du travail (63%) et des relations extérieures (56%). Le pourcentage est moins élevé en ce qui concerne des lois fiscales (44%), mais il est possible que l'hésitation du public concerne la fiscalité en elle-même plutôt que la procédure d'adoption de lois fiscales.

(Voir tableau n° 30).

Tableau n° 30

L'ACCEPTATION OU LE REFUS DE VOTES "SUPRANATIONAUX"

AU PARLEMENT EUROPEEN

(Ensemble de la Communauté) (1)

	Accepteraient	N'accepteraient pas	Sans réponse	Total
C. Lois européennes en matière d'équipement public	68%	16%	16%	100%
B. Lois européennes en matière de droit du travail	63	19	18	100
D. Lois européennes dans le domaine des relations extérieures	56	20	24	100
A. Lois européennes en matière fiscale	44	34	22	100

(1) Moyenne pondérée.

Leaders et non-leaders

Les leaders que nous avons trouvés une fois et demie plus fréquemment favorables que les non-leaders à l'élection du Parlement européen au suffrage direct (voir tableau n° 28), sont dans une proportion encore plus forte disposés à accepter des votes "supranationaux" dans les quatre domaines mentionnés.

Tableau n° 31

L'ACCEPTATION OU LE REFUS DE VOTES "SUPRANATIONAUX"

AU PARLEMENT EUROPEEN

SUIVANT L'INDICE DE LEADERSHIP

(Ensemble de la Communauté)

	Non-leaders (--)	(-)	(+)	Leaders (++)
	%	%	%	%
<u>Equipement public</u>				
- accepteraient	52	66	77	79
- n'accepteraient pas	16	18	14	16
- sans réponse	32	16	9	5
<u>Droit du travail</u>				
- accepteraient	46	62	70	75
- n'accepteraient pas	20	19	18	18
- sans réponse	34	19	12	7
<u>Relations extérieures</u>				
- accepteraient	39	53	65	68
- n'accepteraient pas	18	21	19	24
- sans réponse	43	26	16	8
<u>Fiscalité</u>				
- accepteraient	31	41	51	55
- n'accepteraient pas	33	37	34	34
- sans réponse	36	22	15	11

Différences par pays

A peu de choses près les pourcentages moyens des réponses positives données aux quatre items de la question sont du même ordre de grandeur que pour les réponses qui ont été données au sujet du principe même de l'élection du Parlement européen (voir tableau n° 29). (La seule exception est l'Italie où la moyenne est ici de 62%, tandis que 74% des personnes interrogées se prononcent pour l'élection du Parlement européen; cette différence s'explique du fait que la seconde question -plus difficile- suscite un peu plus de non-réponses).

La preuve paraît ainsi faite que les citoyens européens donnent des réponses cohérentes à la question de principe sur l'élection du Parlement européen et à la question subsidiaire sur le risque qu'ils encourraient de voir les parlementaires de leur pays mis en minorité dans ce parlement. La seconde question ne fait guère diminuer les voix favorables à l'élection, bien que, d'une façon générale, des lois fiscales -fussent-elles européennes- suscitent moins d'enthousiasme que les législations dans d'autres domaines, y compris celui des relations extérieures.

(Voir tableau n° 32 et, pour plus de détail, tableau 5 en annexe).

Tableau n° 32

L'ACCEPTATION DE VOTES "SUPRANATIONAUX" AU PARLEMENT EUROPEEN

SUIVANT LE PAYS (1)

(Réponses positives)

	Equipement public	Droit du travail	Relations extérieures	Fiscalité
Luxembourg	76%	76%	56%	59%
Nederland	80	70	60	56
France	80	73	62	42
Deutschland	73	63	58	47
Italia	70	68	62	48
Belgique/België	62	64	56	41
Ireland	60	67	45	43
United Kingdom	48	48	43	37
Danmark	48	46	40	18
COMMUNAUTE (2)	68	63	56	44

(1) Les pays sont classés suivant l'ordre décroissant de la moyenne des réponses positives sur les quatre items.

(2) Moyenne pondérée.

3. Le comportement attendu
des groupes politiques représentés
au Parlement européen

Restent à examiner les réponses à une dernière question exploratoire relative à l'élection du Parlement: quel pourrait -ou devrait- être le comportement des parlementaires dans un Parlement européen élu au suffrage universel direct?

"Dans un parlement qui rassemblerait des députés élus par l'ensemble des citoyens des pays de la Communauté européenne, qu'est-ce qui est le plus probable:

- les députés de chaque pays font bloc entre eux et votent de la même façon,
- ou les députés votent en fonction de leur appartenance politique, par exemple les socialistes votent de la même façon, quelle que soit leur nationalité?"

Dans l'ensemble de la Communauté, la réponse qui l'emporte est que "les députés votent en fonction de leur appartenance politique", ce qui correspond d'ailleurs à la pratique courante du Parlement européen actuel: 45% des personnes interrogées et six sur dix parmi celles qui se prononcent.

La réponse "nationale" est beaucoup moins en relation avec l'indice de leadership que la réponse "européenne": 60% des leaders et les deux tiers de ceux qui se prononcent donnent cette dernière réponse.

Enfin, parmi les pays, on distingue nettement trois groupes:

- la France et les Pays-Bas, où la réponse "européenne" recueille l'accord de la majorité absolue des personnes interrogées (54%);
- l'Italie, le Royaume-Uni, l'Irlande, le Danemark et la Belgique, où cette réponse l'emporte à la majorité relative, parmi les personnes interrogées;
- enfin, l'Allemagne et le Luxembourg, où la réponse "nationale" l'emporte sur la réponse "européenne" (1).

(Voir tableau n° 33 et 34).

(1) Eu égard au fait que ces deux pays sont en majorité largement favorables à l'élection du Parlement européen et à l'Union politique européenne, cette réponse à une question doit être interprétée avec prudence. Elle est probablement liée à des motivations et situations que les données disponibles ne permettent pas d'analyser: ethnocentrisme, conception du rôle des partis, distance idéologique entre partis, etc..

Tableau n° 33

COMMENT LES PARLEMENTAIRES EUROPEENS VOTERAIENT-ILS:
SUIVANT LEUR NATIONALITE OU SUIVANT LEUR APPARTENANCE POLITIQUE? (1)
(Sur 100 personnes interrogées)

	Les députés de chaque pays font bloc	Les députés votent en fonction de leur appar- tenance po- litique	Sans réponse	Total
France	23%	54%	23%	100%
Nederland	38	54	8	100
Italia	28	49	23	100
United Kingdom	23	47	30	100
Ireland	29	40	31	100
Danmark	26	37	37	100
Deutschland	40	34	26	100
Belgique/België	29	32	39	100
Luxembourg	46	20	34	100
COMMUNAUTE (2)	30	45	25	100
Non-leaders (--)	24%	31%	45%	100%
(-)	30	43	27	100
(+)	32	51	17	100
Leaders (++)	30	60	10	100

(1) Les pays sont ici classés suivant l'ordre décroissant des fréquences de la réponse "les députés votent en fonction de leur tendance politique".

(2) Moyenne pondérée.

Tableau n° 34

COMMENT LES PARLEMENTAIRES EUROPEENS VOTERAIENT-ILS:
SUIVANT LEUR NATIONALITE OU SUIVANT LEUR APPARTENANCE POLITIQUE? (1)

(Sur 100 personnes qui se prononcent)

	Les députés de chaque pays font bloc	Les députés votent en fonction de leur appartenance poli- tique	Total
France	30%	70%	100%
United Kingdom	33	67	100
Italia	36	64	100
Danmark	41	59	100
Nederland	41	59	100
Ireland	42	58	100
Belgique/België	48	52	100
Deutschland	54	46	100
Luxembourg	70	30	100
COMMUNAUTE	40%	60%	100%
Non-leaders (--)	44%	56%	100%
(-)	41	59	100
(+)	39	61	100
Leaders (++)	33	67	100

(1) Voir notes sous le tableau n° 33.

CONCLUSIONS

Au printemps 1976, les principaux centres d'intérêt du public sont le chômage et la hausse des prix. Seulement au Luxembourg et au Royaume-Uni la hausse des prix semble encore plus préoccuper le public que le chômage.

L'intérêt que le public porte aux informations diffusées sur la Communauté européenne a peu changé depuis fin 1973: deux personnes sur dix déclarent qu'elles lisent les articles de presse ou regardent les émissions de télévision à ce sujet "presque toujours" et cinq sur dix "de temps en temps". C'est dire qu'environ trois personnes sur dix ne s'y intéressent jamais.

L'information européenne atteint principalement les leaders d'opinion, soit environ 15% du public européen, parmi lesquels huit à neuf personnes sur dix s'intéressent à ces informations européennes au moins de temps en temps.

L'obstacle à une meilleure perception des messages diffusés est que les informations sur les affaires européennes sont généralement considérées comme utiles et intéressantes, mais compliquées. Le fait que 40% du public et 56% des leaders d'opinion les considèrent cependant comme trop rares montre que le public est loin d'être saturé. Ce qu'il demande plus ou moins confusément, c'est une information à la fois plus simple et plus abondante, portant sur ses centres d'intérêt (inflation, chômage, protection de la nature, défense des consommateurs, logement, etc...) et exprimée dans un langage compréhensible. En un mot, le public demande une "bonne" information, laquelle, comme l'on sait, ne va pas sans une "bonne" politique...

On remarque, en mai 1976, une certaine connotation "pessimiste" des informations européennes. Ce n'est pas surprenant dans une enquête faite sur le terrain dans le mois suivant ce que la presse a unanimement qualifié comme "l'échec" de la réunion du Conseil européen qui s'est tenu à Luxembourg au début d'avril.

Pour la même raison, on observe pour la première fois depuis la fin de 1973, date de la première enquête par sondage dans les neuf pays de la Communauté élargie, un fléchissement moyen de 10 points des attitudes favorables au "Marché commun". Les leaders d'opinion ont réagi comme le grand public, ce qui peut être interprété comme une indication que la baisse d'humeur serait d'ordre conjoncturel et que, demain, un succès européen rapporté par la presse ferait remonter le crédit que le public est tout disposé, dans la plupart des pays membres, à accorder à la Communauté.

En dépit de la lenteur avec laquelle les gouvernements des Etats membres procèdent à l'examen du "Rapport TINDEMANS" sur l'Union européenne, le public européen, dans sa grande majorité, reste intéressé et favorable à l'évolution rapide de la Communauté vers une union politique de l'Europe. Environ quatre personnes sur dix, en 1976 comme en 1975 et en 1973, souhaiteraient que le mouvement d'unification fût accéléré; en Italie et au Luxembourg, la majorité du public se prononce en ce sens; aux Pays-Bas, en France et en Belgique, ceux qui souhaitent une accélération sont plus

nombreux que ceux qui préféreraient continuer comme maintenant; c'est également le cas en Allemagne, mais les partisans d'un ralentissement ont légèrement progressé; dans les trois nouveaux pays membres, c'est la réponse neutre -ou prudente- ("continuer comme maintenant") qui l'emporte.

Parmi les personnes qui considèrent le Marché commun comme une bonne chose, près des deux tiers sont partisans de l'accélération. Les gouvernements paraissent donc avoir le "feu vert" pour aller de l'avant dans la direction indiquée par le Rapport TINDEMANS.

Une confirmation de cette bonne volonté est apportée par les réponses à la question sur la formation d'ici 1980 d'une union politique européenne avec un gouvernement qui décide sur les grands problèmes et un parlement qui contrôle. Au moins six personnes sur dix sont favorables et une ou deux sur dix hostiles, dans la plupart des pays membres; c'est seulement au Royaume-Uni et au Danemark que la majorité est encore hostile ou réticente. Par rapport à l'automne 1975, les réponses sont pratiquement inchangées, en moyenne, ce qui montre que cette attitude, dont les motivations sont probablement d'ordre affectif ou idéologique, même chez les leaders d'opinion, (parmi lesquels sept sur dix sont favorables), est de nature différente de l'attitude à l'égard du Marché commun. Le projet, en ce sens, paraît plus attirant que la réalité, encore que l'évaluation positive de la réalité détermine fortement l'adhésion au projet.

Cette union européenne, dans les représentations que s'en fait le public, n'est pas sans contour ni contenu. Parmi quatre objectifs importants de l'Union européenne, telle que proposée par le Rapport TINDEMANS, la protection européenne des droits fondamentaux des citoyens, la réalisation d'une politique commune dans le domaine économique et monétaire, la mise en oeuvre d'une politique régionale et d'une politique extérieure commune, auraient plus ou moins l'accord de sept personnes sur dix, en moyenne, mais seulement de six sur dix au Royaume-Uni et de quatre sur dix au Danemark. Nul ne pourrait évidemment prétendre que les répondants ont tous une idée claire des implications précises de ces options, mais quel citoyen a vraiment une idée claire de ce que lui proposent ses gouvernants ou ses représentants? D'ailleurs les leaders d'opinion sont trois fois et demie plus favorables à ces politiques communes que les non-leaders.

L'élection du Parlement européen au suffrage universel direct était déjà -ou encore- d'actualité en mai 1976, bien qu'aucune décision n'ait encore été prise. Le public continue à y être largement favorable: six personnes sur dix en moyenne, avec des différences allant de plus ou moins sept sur dix en Italie, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Allemagne et en France à quatre sur dix au Royaume-Uni et au Danemark. La proportion des réponses favorables est même de sept personnes sur dix, en moyenne, parmi les leaders d'opinion.

A ce parlement élu, la majorité des personnes interrogées dans l'ensemble de la Communauté attribuerait volontiers des pouvoirs "supra-nationaux" -c'est-à-dire mettant éventuellement en minorité les parlementaires de son propre pays- pour faire des lois en matière d'équipement public, de droit du travail et même dans le domaine des relations extérieures. (Le public est plus hésitant en ce qui concerne la fiscalité, mais le vote des impôts n'est jamais très populaire, même au plan national ou local...).

Enfin, dans un parlement européen élu au suffrage universel direct, les personnes qui se prononcent s'attendent en majorité, dans sept pays sur neuf, à ce que les députés votent suivant leur appartenance politique et non suivant leur nationalité.

En définitive, malgré le fléchissement des attitudes favorables à la Communauté européenne perçue comme Marché commun -réalité actuelle-, le public européen est bien disposé, dans sa grande majorité et dans la majorité des pays membres, à accepter ou à soutenir des décisions de progrès, telles que l'élection du Parlement européen ou la mise en place d'une Union politique européenne.

Les résultats de ce sondage ne font que confirmer le rapport que la Commission européenne, pour son compte, adressait à M. TINDEMANS en juin 1975:

"L'Union européenne ne verra pas le jour sans une action vigoureuse pour convaincre l'opinion publique et les forces politiques et sociales de sa nécessité et des avantages qu'elle comporte. Il faudra, en premier lieu, rendre une crédibilité et une actualité à l'entreprise commune" (...), "L'élection au suffrage universel direct du Parlement (...), tout en assurant une plus large légitimité démocratique à l'entreprise communautaire ouvrirait aussi la voie à d'autres progrès". ... "La campagne électorale, qu'il conviendra d'avancer le plus possible, et l'activité même du Parlement européen élu, assureront l'ouverture et le développement d'un débat politiquement important dans tous nos pays, entre forces politiques, économiques, sociales, gouvernements nationaux et institutions européennes sur les objectifs et les formes de l'Union européenne".

EURO-BAROMETRE N° 5

EURO-BAROMETER Nr 5

ANNEXES ET TABLEAUX DETAILLES / APPENDIX AND DETAILED TABLES

NOMBRE DE PERSONNES INTERROGEES / NUMBER OF PEOPLE INTERVIEWED

			<u>Fieldwork</u>
Belgique/België	(B)	963	13 - 24 mai / May
Danmark	(DK)	977	8 - 26 "
Deutschland	(D)	1004	12 - 26 "
France	(F)	1241	7 - 24 "
Ireland	(IRL)	1007	12 - 21 "
Italia	(I)	923	24 mai/May - 10 juin/June
Luxembourg	(L)	268	13 - 24 mai / May
Nederland	(N)	904	24 mai/May - 19 juin/June
United Kingdom	(UK)	1340	7 mai/May - 7 juin/June
	<u>Total</u>	<u>8627</u>	

INSTITUTS CHARGES DU SONDAGE / INSTITUTES WHICH CARRIED OUT THE SURVEY

Belgique/België	DIMARSO / INRA
Danmark	GALLUP MARKEDSANALYSE
Deutschland (B.R.)	EMNID-INSTITUT
France	INSTITUT FRANCAIS D'OPINION PUBLIQUE (x)
Ireland	IRISH MARKETING SURVEYS
Italia	ISTITUTO PER LE RICERCHE STATISTICHE ET L'ANALISI DELL'OPINIONE PUBBLICA (DOXA)
Luxembourg	DIMARSO / INRA
Nederland	NEDERLANDS INSTITUUT VOOR DE PUBLIEKE OPINIE (NIPO)
United Kingdom	THE GALLUP POLL (xx)

(x) Chargé en outre de la coordination internationale et de l'analyse des résultats / Also responsible for international coordination and analysis of the results.

(xx) Le sondage en Northern Ireland a été fait en collaboration par le Irish Marketing Surveys et le Gallup Poll / The Northern Ireland poll was conducted jointly by Irish Marketing Surveys and the Gallup Poll.

NOTES TECHNIQUES

1. Cette annexe a été allégée par rapport à celles des Euro-Baromètres précédents:

- a) Les tableaux les plus importants figurent dans le texte même du rapport.
- b) Pour les tableaux de référence portant sur des sondages antérieurs, voir les annexes aux Euro-Baromètres précédents.

2. Il est rappelé au lecteur que, dans les enquêtes par sondage, on doit tenir compte d'une certaine marge pour erreur d'échantillonnage. Avec des échantillons de l'ordre de 1000 personnes interrogées, les différences de pourcentages inférieures à 5% ne devraient pas être normalement considérées comme statistiquement significatives.

3. Dans tous les tableaux, la colonne CE/EC donne la moyenne pour l'ensemble des personnes interrogées dans les neuf pays, moyenne pondérée suivant l'effectif de la population âgée de 15 ans et plus dans chacun des pays:

Belgique/België
Danmark
Deutschland
France
Ireland
Italia
Luxembourg
Nederland
United Kingdom

4. Toutes les données relatives aux Euro-Baromètres sont déposées aux "Belgian Archives for the Social Sciences", (Van Evenstraat 2A, B-3000 Leuven). Elles sont tenues à la disposition des organismes membres du European Consortium for Political Research (Essex), du Inter-University Consortium for Political Research (Michigan) et des chercheurs justifiant d'un intérêt de recherche.

TECHNICAL NOTES

1. This appendix has been reduced in comparison with the previous Euro-Barometres:

- a) The most important tables appear in the text of the report itself.
- b) As far as tables referring to previous surveys are concerned, please see the appendix to previous Euro-Barometres.

2. Readers are reminded that in survey research, one should allow a certain margin for sampling error. With a sample of 1,000 cases, percentage differences of less than 5 points would not normally be regarded as statistically significant.

3. In all tables the column CE/EC gives the mean score for all people interviewed in the nine countries, weighted in terms of population aged 15 and over of each Community country:

Milliers / Thousands	%
7 477	3.84
3 858	1.98
47 835	24.56
39 214	20.13
2 098	1.08
41 543	21.33
274	0.14
9 828	5.05
42 639	21.89

4. All Euro-Barometre data are stored at the Belgian Archives for the Social Sciences (Van Evenstraat 2A, B-3000 Leuven). They are at the disposal of all institutes members of the European Consortium for Political Research (Essex), of the Inter-University Consortium for Political Research (Michigan) and of all those interested in social science research.

Tableau 1 / Table 1

L'IMPORTANCE RELATIVE ATTACHEE A DIFFERENTS PROBLEMES/
THE RELATIVE IMPORTANCE ATTACHED TO SEVERAL PROBLEMS (1)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE/EC
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
A. Réduire les écarts entre les régions en aidant les régions les moins développées / Reducing the differences between regions of the country by helping the less developed regions	17	29	13	21	33	40	25	20	16	22
	44	44	33	57	45	44	55	59	49	46
	14	16	31	15	10	9	8	15	18	18
	10	2	13	3	3	2	2	4	9	7
	15	9	10	4	9	5	10	2	8	7
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) "Voici une liste de différents problèmes (MONTRER CARTE) auxquels s'intéressent plus ou moins les gens (dans votre pays). Pouvez-vous me dire, pour chacun de ces problèmes, jusqu'à quel point c'est pour vous personnellement un problème très important, important, peu important ou pas important du tout?" / "Here is a list of problems (SHOW CARD) the people of (your country) are more or less interested in. Could you please tell me for each problem, whether you personally consider it a very important problem, important, of little importance, or not at all important?"

Tableau 1 / Table 1
(Suite / Continued)

B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE/EC
%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
57	72	52	75	49	53	60	62	49	57
31	25	34	23	39	37	34	33	42	34
4	2	11	2	7	6	3	3	6	6
2	.	2	.	2	1	.	1	1	1
6	1	1	.	3	3	3	1	2	2
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Total

- B. Protéger la nature et lutter contre les pollutions/
Protecting nature and fighting pollution
- Très important/
Very important
 - Important
 - Peu important /
Of little importance
 - Pas important du tout/
Not at all important
 - Sans réponse /
No reply

Tableau 1 / Table 1
(Suite / Continued)

B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE/EC
%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
36	35	30	49	39	55	42	36	18	37
41	37	33	35	38	34	40	42	33	35
12	16	24	9	12	8	10	15	25	17
4	4	9	4	5	1	1	5	16	7
7	8	4	3	6	2	7	2	8	4
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

C. Faire en sorte qu'il y ait moins de gens très riches et moins de gens très pauvres /

To try and reduce the number both of very rich people and of very poor people

- Très important /
Very important

- Important

- Peu important /
Of little importance

- Pas important du tout /
Not at all important

- Sans réponse /
No reply

Total

Tableau 1 / Table 1
(Suite / Continued)

B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE/EC
%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
34	28	29	40	72	64	41	36	53	45
44	45	38	49	25	30	47	51	41	40
11	17	24	7	2	4	6	9	3	10
4	4	7	2	.	.	2	2	1	3
7	6	2	2	1	2	4	2	2	2
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

D. Construire des logements en nombre
suffisant /

Provide for sufficient housing

- Très important /
Very important
- Important
- Peu important /
Of little importance
- Pas important du tout /
Not at all important
- Sans réponse /
No reply

Total

Tableau 1 / Table 1
(Suite / Continued)

B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE/EC
%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
71	62	70	70	88	76	65	53	72	71
20	31	23	27	11	21	29	37	24	24
3	3	5	2	1	1	3	7	2	3
1	1	1	.	.	.	.	1	1	1
5	3	1	1	.	2	3	2	1	1
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

E.Lutter contre la hausse des prix /
Fighting rising prices

- Très important /
Very important
- Important
- Peu important /
Of little importance
- Pas important du tout /
Not at all important
- Sans réponse /
No reply

Total

Tableau 1 / Table 1
(Suite / Continued)

B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE/EC
%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
28	46	28	31	28	28	32	25	15	26
30	28	27	31	34	29	40	37	30	30
13	10	23	15	14	13	11	17	23	18
6	2	9	4	7	5	2	10	14	8
23	14	13	19	17	25	15	11	18	18
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

F. Contrôler l'action des sociétés
multinationales /
Controlling activities of the
multinational or international firms

- Très important /
Very important
- Important
- Peu important /
Of little importance
- Pas important du tout /
Not at all important
- Sans réponse /
No reply

Total

Tableau 1 / Table 1
(Suite / Continued)

B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE/EC
%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
14	22	10	16	14	17	17	9	10	13
32	38	26	41	32	30	37	37	23	31
21	21	29	22	22	22	17	30	27	25
12	5	21	8	13	11	5	14	27	16
21	14	14	13	19	20	24	10	13	15
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

G. Augmenter l'autonomie des régions /
More self government for the regions

- Très important /
Very important
- Important
- Peu important /
Of little importance
- Pas important du tout /
Not at all important
- Sans réponse /
No reply

Total

Tableau 1 / Table 1
(Suite / Continued)

B	DK	D	F	IRL	I (1)	L	N	UK	CE/EC (1)
%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
73	78	72	77	87		51	76	67	72
19	17	21	19	11		39	21	28	23
2	2	5	2	1		5	1	2	3
1	1	1	1	1		1	1	1	1
5	2	1	1	.		4	1	2	1
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

H. Lutter contre le chômage /
Fighting unemployment

- Très important /
Very important
- Important
- Peu important /
Of little importance
- Pas important du tout /
Not at all important
- Sans réponse /
No reply

Total

(1) Non compris l'Italie où la question a été posée d'une façon erronée / Excluding Italy where the question has been asked in an erroneous way.

Tableau 1 / Table 1
(Suite / Continued)

B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE/EC
%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
28	31	27	39	21	31	25	23	36	32
35	37	37	41	33	38	44	44	39	39
15	12	24	11	19	15	13	19	12	16
9	4	5	4	13	6	4	7	6	5
13	16	7	5	14	10	14	7	7	8
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

1. Défendre les intérêts de notre pays
face aux superpuissances (Etats-Unis,
Union soviétique, etc..) /
Defend our interests against the
super powers (United States, Soviet
Union, etc...)

- Très important /
Very important
- Important
- Peu important /
Of little importance
- Pas important du tout /
Not at all important
- Sans réponse /
No reply

Total

Tableau 1 / Table 1
(Suite / Continued)

B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE/EC
%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
37	40	30	42	52	35	35	34	35	35
43	42	38	43	35	43	49	52	37	41
7	7	22	9	6	11	3	8	12	13
2	2	5	2	3	2	1	3	10	5
11	9	5	4	4	9	12	3	6	6
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

J. Adapter l'enseignement aux besoins de
l'homme moderne /
Modernise education to meet today's
needs

- Très important /
Very important
- Important
- Peu important /
Of little importance
- Pas important du tout /
Not at all important
- Sans réponse /
No reply

Total

Tableau 1 / Table 1
(Suite / Continued)

B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE/EC
%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
8	22	15	15	19	9	11	17	32	18
18	25	29	35	33	27	25	29	38	31
26	23	28	28	21	30	20	27	15	25
38	21	20	17	19	23	27	21	10	19
10	9	8	5	8	11	17	6	5	7
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

K. Renforcer notre capacité de défense
militaire contre des ennemis éventuels/
Strengthen our military defence against
possible enemies

- Très important /
Very important
- Important
- Peu important /
Of little importance
- Pas important du tout /
Not at all important
- Sans réponse /
No reply

Total

Tableau 1 / Table 1
(Suite / Continued)

[illegible]

Tableau 2 / Table 2

SCORES MOYENS D'INTENSITE DE L'IMPORTANCE ATTACHEE A DIFFERENTS PROBLEMES /
MEAN SCORES OF INTENSITY OF THE IMPORTANCE ATTACHED TO SEVERAL PROBLEMS (1)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE/EC (2)
1. Lutter contre le chômage / Fighting unemployment	2,72	2,76	2,66	2,75	2,85	(3)	2,47	2,74	2,63	2,71
2. Lutter contre la hausse des prix / Fighting rising prices	2,69	2,58	2,63	2,68	2,87	2,75	2,64	2,46	2,70	2,68
3. Protéger la nature et lutter contre les pollutions / Protecting nature and fighting pollution	2,53	2,70	2,36	2,73	2,38	2,46	2,57	2,58	2,41	2,49
4. Protéger les consommateurs contre les fraudes commerciales et les abus de la publicité / Protection of the public against frau- dulent selling and misleading adver- tising	2,50	2,57	2,36	2,51	2,56	2,56	2,17	2,41	2,31	2,43
5. Construire des logements en nombre suffisant / Provide sufficient housing	2,16	2,02	1,91	2,30	2,69	2,60	2,33	2,25	2,49	2,30
6. Adapter l'enseignement aux besoins de l'homme moderne / Modernise education to meet today's needs	2,29	2,30	1,97	2,29	2,42	2,21	2,35	2,20	2,04	2,14
7. Faire en sorte qu'il y ait moins de gens très riches et moins de gens très pauvres / To try and reduce the number of both very rich people and of very poor people	2,17	2,13	1,87	2,33	2,19	2,45	2,31	2,11	1,57	2,06

Tableau 2 / Table 2
(Suite / Continued)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE/EC
8. Défendre les intérêts de notre pays face aux superpuissances / Defend our interests against the super powers	1,95	2,14	1,91	2,22	1,74	2,06	2,04	1,90	2,12	1,95
9. Contrôler l'action des sociétés multinationales / Controlling activities of the multinational or international firms	2,05	2,36	1,84	2,09	2,00	2,08	2,20	1,86	1,57	1,90
10. Réduire les écarts entre les régions / Reducing the differences between regions	1,81	2,11	1,52	2,00	2,19	2,29	2,15	1,98	1,79	1,90
11. Renforcer notre capacité de défense militaire / Strengthen our military defence	0,97	1,53	1,43	1,51	1,57	1,24	1,25	1,45	1,98	1,51
12. Augmenter l'autonomie des régions / More self government for the regions	1,61	1,89	1,30	1,75	1,56	1,66	1,87	1,46	1,19	1,48

(1) Scores calculés pour chaque pays en pondérant les pourcentages des réponses par les coefficients 3,2,1, 0 suivant l'intensité de l'importance attribuée au problème et en divisant le nombre obtenu par le pourcentage des personnes qui ont donné une réponse / Scores calculated for each country by weighting the percentages of the answers by the coefficients 3,2,1, 0 following the intensity attached to the problem and by dividing the number obtained by the percentage of people having given an answer.

(2) Moyenne pondérée, pour la Communauté européenne, suivant la part relative de la population âgée de 15 ans et plus dans chaque pays / Mean weighted for the European Community, following the relative part of the population aged 15 years and over in each country.

(3) Non compris l'Italie, où la question a été posée de façon erronée / Excluding Italy where the question has been asked in an erroneous way.

Tableau 3 / Table 3

L'EVALUATION DES INFORMATIONS DIFFUSEES SUR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE /

RATING OF INFORMATION ISSUED ABOUT THE EUROPEAN COMMUNITY

(mai 1976 May)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE/EC
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Trop rares / Too rare	35	30	37	36	42	37	46	56	50	40
Trop fréquentes / Too frequent	27	24	19	12	27	10	44	22	24	18
Sans réponse / No reply	38	46	44	52	31	53	10	22	26	42
Simple / Simple	24	13	21	20	21	29	31	28	21	23
Complicquées / Complicated	48	30	54	55	67	35	59	64	65	52
Sans réponse / No reply	28	57	25	25	12	36	10	8	14	25
Ennuyeuses / Not interesting	32	33	29	26	33	20	39	34	34	28
Intéressantes / Interesting	41	41	45	46	56	47	50	58	53	48
Sans réponse / No reply	27	26	26	28	11	33	11	8	13	24
Utiles / Useful	57	55	55	67	61	56	69	84	53	59
Inutiles / Not useful	17	17	15	9	21	11	21	10	31	16
Sans réponse / No reply	26	28	30	24	18	33	10	6	16	25
Plutôt optimistes / Mainly good news	27	22	24	23	25	33	40	25	15	24
Plutôt pessimistes / Mainly bad news	37	36	32	32	43	11	45	58	53	34
Sans réponse / No reply	36	42	44	45	12	56	15	17	32	42
Tendancieuses / Biased	34	27	25	31	27	27	46	50	39	31
Objectives / Not biased	27	34	28	23	32	19	39	26	28	25
Sans réponse / No reply	39	39	47	46	41	54	15	24	33	44

Tableau 3bis / Table 3A
(septembre 1973 September)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	GB	CE/EC
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Trop rares / Too rare	46	37	51	34	67	48	46	58	48	46
Trop fréquentes / Too frequent	30	16	22	17	29	17	27	17	13	18
Sans réponse / No reply	24	47	27	49	4	35	27	25	39	36
Simple	22	16	20	19	21	23	10	18	10	18
Complicquées / Complicated	64	50	60	52	76	48	70	65	52	55
Sans réponse / No reply	14	34	20	29	3	29	20	17	38	27
Ennuyeuses / Not interesting	42	23	28	25	41	23	41	42	34	29
Intéressantes / Interesting	45	38	52	46	56	47	42	43	27	43
Sans réponse / No reply	13	39	20	29	3	30	17	15	39	28
Utiles / Useful	66	50	64	61	65	57	78	70	31	55
Inutiles / Not useful	20	10	17	9	31	14	15	12	25	16
Sans réponse / No reply	14	40	19	30	4	29	7	18	44	29
Plutôt optimistes / Mainly good news	42	40	37	35	60	49	45	35	16	35
Plutôt pessimistes / Mainly bad news	34	20	34	19	34	13	35	33	34	26
Sans réponse / No reply	24	10	29	46	6	38	20	32	50	39
Tendancieuses / Biased	43	26	29	26	42	26	47	40	33	30
Objectives / Not biased	32	29	41	29	52	35	27	29	18	31
Sans réponse / No reply	25	45	30	45	6	39	26	31	49	39

Tableau 4 / Table 4

EVOLUTION DU JUGEMENT PORTE SUR L'APPARTENANCE A LA COMMUNAUTE EUROPEENNE
DEVELOPMENT OF ATTITUDE TO MEMBERSHIP IN THE EUROPEAN COMMUNITY (1)

	Belgique/België						France					
	IX/73	V/74	XI/74	V/75	XI/75	V/76	IX/73	V/74	XI/74	V/75	XI/75	V/76
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
- Bonne chose / Good thing	57	68	60	57	59	62	61	68	63	64	67	57
- Mauvaise chose / Bad thing	5	3	6	3	3	5	5	5	6	4	4	7
- Chose ni bonne ni mauvaise /												
- Neither good nor bad	19	15	18	21	21	17	22	20	22	25	24	30
- Sans réponse / No reply	19	14	16	19	17	16	12	7	9	7	5	6
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
N	1266	1017	1505	1507	1000	963	2227	1308	1042	1000	1276	1241
	Deutschland						Italia					
	IX/73	V/74	XI/74	V/75	XI/75	V/76	IX/73	V/74	XI/74	V/75	XI/75	V/76
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
- Bonne chose / Good thing	63	59	62	56	61	48	69	77	82	71	75	63
- Mauvaise chose / Bad thing	4	8	10	8	6	12	2	5	3	3	4	6
- Chose ni bonne ni mauvaise /												
- Neither good nor bad	22	26	20	28	27	30	15	9	11	21	16	20
- Sans réponse / No reply	11	7	8	8	6	10	14	9	4	5	5	11
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
N	1957	1060	1042	1039	1002	1004	1909	1030	1021	1043	1110	923

Tableau 4 / Table 4
(Suite / Continued)

	Nederland							Luxembourg										
	IX/73	V/74	XI/74	V/75	XI/75	V/76	IX/73	V/74	XI/74	V/75	XI/75	V/76	IX/73	V/74	XI/74	V/75	XI/75	V/76
- Bonne chose / Good thing	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
- Mauvaise chose / Bad thing	63	66	70	64	67	75	67	79	73	65	78	66	67	79	73	65	78	66
- Chose ni bonne ni mauvaise/	4	4	6	3	3	4	3	4	3	7	4	5	3	4	3	7	4	5
- Neither good nor bad	20	14	15	18	12	15	22	12	13	19	12	21	22	12	13	19	12	21
- Sans réponse / No reply	13	16	9	15	18	6	8	5	11	9	6	8	8	5	11	9	6	8
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
N	1464	1000	1012	1093	1006	904	330	308	297	311	297	268	330	308	297	311	297	268
	Danmark							Ireland										
	IX/73	V/74	XI/74	V/75	XI/75	V/76	IX/73	V/75	XI/74	V/75	XI/75	V/76	IX/73	V/75	XI/74	V/75	XI/75	V/76
- Bonne chose / Good thing	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
- Mauvaise chose/Bad thing	42	35	33	36	41	36	56	48	50	50	67	50	56	48	50	50	67	50
- Chose ni bonne ni mauvaise/	30	31	35	25	27	29	15	25	24	20	12	24	15	25	24	20	12	16
- Neither good nor bad	19	24	25	28	24	22	21	19	22	25	17	22	21	19	22	25	17	18
- Sans réponse / No reply	9	10	7	11	8	13	8	8	4	5	4	6	8	8	4	5	4	6
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
N	1199	1168	1100	1073	1023	977	1199	1000	1000	1000	998	1007	1199	1000	1000	1000	998	1007
Great Britain (1972-74) United Kingdom (1975 -)																		
X/72 (1)	IX/73	V/74	XI/74	V/75	XI/75	V/76												
%	%	%	%	%	%	%												
40	31	33	36	47	50	39												
21	34	39	35	21	24	35												
22	22	19	20	19	18	18												
17	13	9	9	13	8	8												
100	100	100	100	100	100	100												
1028	1933	1031	1039	1328	1438	1340												

- Bonne chose / Good thing	
- Mauvaise chose / Bad thing	
- Chose ni bonne ni mauvaise/	
- Neither good nor bad	
- Sans réponse / No reply	
Total	
N	

- Bonne chose / Good thing	
- Mauvaise chose / Bad thing	
- Chose ni bonne ni mauvaise/	
- Neither good nor bad	
- Sans réponse / No reply	
Total	
N	

(1) Social Surveys (Gallup Poll). Population of 18 years and more.

Tableau 4 / Table 4
(Suite / Continued)

	Ensemble des six pays / The six countries together						Ensemble des neuf pays / The nine countries together					
	IX/73	V/74	XI/74	V/75	XI/75	V/76	IX/73	V/74	XI/74	V/75	XI/75	V/76
- Bonne chose / Good thing	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
- Mauvaise chose / Bad thing	63	67	69	63	67	57	56	59	60	59	63	53
- Chose ni bonne ni mauvaise/ Neither good nor bad	4	6	6	5	4	8	11	14	14	9	9	14
- Sans réponse	19	18	17	24	22	26	20	18	18	23	21	24
	14	9	8	8	7	9	13	9	8	9	7	9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
N	9153	5723	5919	5993	5691	5303	13 484	8922	9058	9394	9150	8627

Tableau 5 / Table 5

LES PRINCIPAUX ASPECTS DE L'UNION POLITIQUE EUROPEENNE /
THE PRINCIPAL ASPECTS OF THE EUROPEAN POLITICAL UNION

[illegible]

Tableau 5 / Table 5
(Suite / Continued)

B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE/EC
%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
31	19	23	38	37	43	40	33	16	30
32	30	39	39	36	33	39	38	41	37
4	12	18	6	6	5	5	9	12	10
3	17	5	3	4	3	2	4	11	6
30	22	15	14	17	16	14	16	20	17
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

- Les pays membres auraient une politique régionale et une politique sociale communes tendant à corriger les inégalités en faveur des régions et des catégories sociales les moins favorisées /

The member countries would have a common regional and social policy which would aim to level out the differences in favour of the less-favoured regions and social categories

Tout à fait d'accord / Agree totally

Plutôt d'accord / Agree on the whole

Plutôt pas d'accord / Disagree on the whole

Pas du tout d'accord / Disagree totally

Sans réponse / No reply

Total

Tableau 5 / Table 5
(Suite / Continued)[illegible]

Tableau 6 / Table 6

L'ACCEPTATION DE VOTES SUPRANATIONAUX AU PARLEMENT EUROPEEN /

THE ACCEPTANCE OF SUPRANATIONAL VOTES OF THE EUROPEAN PARLIAMENT (1)

[illegible]

Tableau 6 / Table 6
(Suite / Continued)

	B	DK	D	F	IRL	I	L	N	UK	CE/EC
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Accepteraient / Would accept	62	48	73	80	60	70	76	80	48	68
N'accepteraient pas / Would not accept	10	34	13	8	22	8	9	7	37	16
Sans réponse / No reply	28	18	14	12	18	22	15	13	15	16
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
D. Dans le domaine des relations extérieures (par exemple: ratification d'un traité de commerce avec un pays étranger) / As far as foreign matters are concerned (e.g. a signing of a commercial treaty with a foreign country)										
Accepteraient / Would accept	56	40	58	62	45	62	56	60	43	56
N'accepteraient pas / Would not accept	13	37	19	16	28	10	14	17	36	20
Sans réponse / No reply	31	23	23	22	27	28	30	23	21	24
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1)"Dans un Parlement européen, les parlementaires (de votre pays) n'auraient, même s'ils sont tous d'accord, pas la majorité. Accepteriez-vous ou n'accepteriez-vous pas que le Parlement européen puisse faire, dans les domaines que je vais vous citer, des lois qui seraient applicables dans tous les pays de la Communauté européenne, y compris (le vôtre)? / In a European Parliament the Members of Parliament (for your country) would not have the majority, even if they were all in agreement. Would you, or would you not, accept that the European Parliament passes laws in the fields that I am going to list, which would be applicable to all countries of the European Community, including (your country)?"